LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

N° 1624

du 24 février au 2 mars 2011

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Pour faire la paix, il faut être deux : soi-même et le voisin d'en face. »

Aristide Briand

RÉVOLTE [Revɔlt] n. f. – Action collective par laquelle un groupe refuse l'autorité politique existante, la règle sociale établie et s'apprête ou commence à les attaquer pour les détruire.

Magistrouille

Des juges ont entamé une grève du zèle? Haha.

page 3

Réflexion

Repensons la gestion des biens communs.

page 11

Arguments

D'autres idées sur la violence et l'anarchisme.

page 13

Sexe

Parlons de ce dont on ne parle (presque) pas.

page 19

M 02137 - 1624 - F: 2,50 €

Sommaire

Le *Monde libertaire* est le journal de la Fédération anarchiste. L'édition, la mise en page, l'iconographie et la correction sont assurées par le Comité de rédaction du Monde libertaire (CRML), formé de membres de la FA qui leur confie ce mandat pour un an.

Les auteurs des articles ne sont pas tous membres de la FA mais leurs productions sont systématiquement lues et acceptées à l'unanimité par le CRML avant leur publication.

Pour soumettre un article au CRML, il suffit d'envoyer un fichier au format *doc* à l'adresse :
monde-libertaire@federation-anarchiste.org

La mention « Article » doit figurer dans l'objet de l'email. Une page du journal représente environ 5 000 signes, espaces comprises. Si l'article est accepté, nous nous occupons de l'illustration, bien que nous acceptions les images éventuellement fournies avec l'article (libres de droit). Le CRML se réunit le mardi soir pour décider du contenu du numéro à paraître la semaine suivante. Cela signifie qu'un article reçu le mercredi ne sera lu que six jours plus tard et publié au plus tôt quatorze jours après réception, voire plus tard, en fonction de notre plan de charge.

Un article peut ne pas être publié pour plusieurs raisons qui n'ont pas trait au contenu politique. Le journal ne comprenant que 24 pages, celles-ci peuvent être occupées par des articles prioritaires. D'autre part parmi plusieurs articles traitant du même sujet, le CRML peut faire le choix de ne pas tous les publier.

Actualité

Justice nulle part, par A. Sulfide, *page 3*
Flics et voyous, par G. Goutte, *page 4*
Météo syndicale, par J.-P. Germain, *page 5*
L'Autruche, par F. Ladrisse, *page 5*
Des brèves, un strip, *page 6*
Nouvelles des fronts, par Hugues, *page 7*

Potkine enlève la naphtaline

La déshabitation de soi, par N. Potkine, *page 8*

Arguments

Libérer les idées en prison, par G. Reviron et R. Monvoisin, *page 9*
Matériaux pour penser l'auto-organisation, par P. Servigne, *page 11*
Violence et anarchisme, par A. Bernard, *page 13*

Sciences

Homéopathie ? Pauv' Juliette ! par J. Segal, *page 14*

Histoire

Terroriser la bourgeoisie, par P. Schindler, *page 16*

Documentaire

Sexe et handicap, par Paco, *page 19*

Lecture

Les affiches s'affichent, par Wally, *page 20*

Mouvement

Une bonne tranche de Melon, par Laurent, *page 21*
La plus craquante des radios, *page 22*
L'agenda vous appelle, *page 23*

Tarifs **France et étranger**
(hors-série inclus)

3 mois, 12 nos — 25 €
6 mois, 25 nos — 50 €
1 an, 45 nos — 75 €

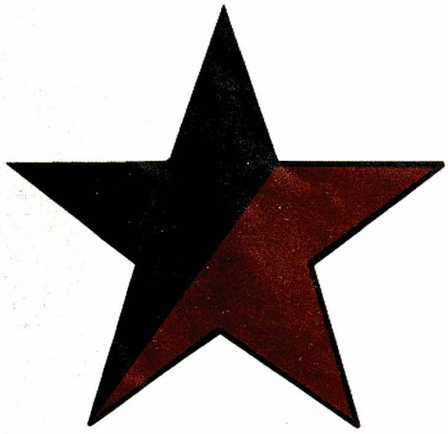
(Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos — **95 €**

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international
(IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.



Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08

Editorial

La chute des tyrans tunisiens et égyptiens suscite l'espoir dans l'ensemble du monde arabe. Ça pète au Yémen, ça conteste sérieusement en Iran et ça se soulève en force en Lybie, le fief de l'autoritaire guignol Kadhafi. Depuis mercredi dernier, le peuple libyen manifeste son désir d'un changement radical de régime, pour plus de liberté. Comme l'on pouvait s'y attendre, les forces de l'ordre ne lésinent pas sur la répression et n'hésitent pas à ouvrir le feu sur les contestataires. À Benghazi, principal foyer de la contestation, à l'est du pays, on compte déjà plus de 80 morts, principalement par des tirs de balles dans la tête, le cou et la poitrine, selon Amnesty International. Malgré tout, les Lybiens tiennent bon et, malgré cette répression sanglante et implacable, continuent à descendre dans la rue pour dénoncer le régime et la brutalité meurtrière des uniformes. Vendredi, ce qui n'était alors que de « simples » manifestations s'est transformé en petite insurrection populaire lorsqu'une partie des manifestants a donné l'assaut à la prison Kouwafiah pour y libérer les détenus politiques. Environ un millier de prisonniers se sont ainsi évadés et, aux dernières informations, seuls 150 auraient été arrêtés et réincarcérés. Pour autant, si tout ça est, au premier abord, encourageant, la situation ne semble pas être la même que celle qui conduisit, les semaines précédentes, à la destitution de Ben Ali et de Moubarak. D'autant que le mouvement libyen n'est absolument pas national, du moins pour le moment. Et une partie de la population semble rester attachée à son oppresseur dans une logique de servitude volontaire qui, une fois encore, donne raison à notre cher La Boétie. D'un autre côté, les informations sur la situation libyenne demeurent rares et plutôt pauvres, et le régime de Kadhafi fait tout pour qu'il n'en soit pas autrement, à l'international comme dans son pays. La chaîne qatarie al-Jazira serait actuellement brouillée et le réseau internet ne fonctionnerait plus depuis vendredi. Affaire à suivre…

Du côté tunisien et égyptien, ça stagne. Quelques signes prometteurs en Égypte cependant où l'on semble assister à l'émergence d'un mouvement social qui pourrait bien transformer la révolution politique des dernières semaines en une révolution sociale, assurément la plus importante. Car se débarrasser de la tyrannie, c'est indéniablement indispensable, mais si les inégalités sociales et l'exploitation économique demeurent, même maintenues par un régime politique plus doux, ce n'est assurément pas suffisant. Bref, on a du pain sur la planche, compagnons !

Ces boucs émissaires qui conduisent à l'abattoir

André Sulfide

Il s'appelait Nabil. Il avait 16 ans. Condamné à six mois fermes pour trafic de stupéfiants et conduite sans permis, il avait été incarcéré dans le quartier des mineurs de la Maison d'arrêt de Metz-Queuleu. C'est là, dans sa cellule, que les surveillants l'avaient retrouvé. Pendu. D'après Jean-François Krill, un des matons, par ailleurs délégué de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (Ufap), il aurait utilisé le « *chantage au suicide* » pour obtenir un changement de cellule. « *Il a été encouragé par la coursive et ça a mal tourné* », ajoutait le syndicaliste, expliquant que certains détenus utilisent la pendaison comme moyen de pression auprès des surveillants.

On se défend comme on peut. À quel degré de désespoir Nabil était-il parvenu pour mettre sa vie en jeu, et la perdre ? Avant lui, dans la même taule, quatre suicides réussis, et trois tentatives qui avaient laissé leurs candidats dans un état plus ou moins critique.

C'était en octobre 2008. Rachida Dati, alors ministre de la Justice, avait pointé l'index. Enquête administrative pour faire la lumière sur cette vague de suicides, mais aussi convocation des procureurs généraux concernant leurs statistiques « *décevantes* » sur l'application des peines plancher. Protestation immédiate des intéressés, magistrats comme personnels pénitentiaires, contre l'aveuglement de la Garde des Sceaux et le manque de moyens qui, selon eux, installait une « *justice au rabais* ». Déjà, le palmarès établi par la Commission européenne sur l'efficacité de la justice (CEPEJ) faisait passer la France du 29e au 35e rang.

Aujourd'hui, qui s'en souvient ?

Il s'appelle Tony Meilhon. Né en 1979, il a 4 ans quand ses parents divorcent. Son père, alcoolique et violent, est déchu de ses droits parentaux. Son beau-père le rejette. À 14 ans, il erre de foyer en foyer. Abandon d'études et enchaînement de petits délits : vols, conduite sans permis… Premier séjour dans un établissement pour mineurs. Il a 18 ans quand, avec deux codétenus, il en sodomise un troisième, désigné comme « pointeur », avec un manche à balai. Verdict : cinq ans de prison, dont deux avec sursis. À sa sortie, il s'essaye aux braquages. Six ans de taule. Une quinzaine de condamnations, en tout, essentiellement pour rébellion contre toute forme d'autorité : insultes à policiers, refus d'obtempérer, outrage à magistrat quand un juge reporte son droit de visite à son fils âgé de 6 ans. Il y a un an, Tony Meilhon était sorti de prison, plus violent qu'il n'était à sa première mise sous écrou.

On connaît la suite. La sinistre affaire de Pornic et l'auteur présumé de l'homicide vite qualifié de « *récidiviste* », le pouvoir qui cherche des boucs émissaires parmi les magistrats et les personnels de l'administration pénitentiaire. Grogne des magistrats en question, bientôt rejoints par les flics. Mais l'émotion sera sans doute passagère. En effet, les conclusions de l'Inspection générale des services (IGS), pointant le manque de moyens dénoncé par le chœur judiciaire, ont été partiellement reprises par l'actuel Garde des Sceaux, Michel Mercier, qui a annoncé le déblocage de cinq millions d'euros. Et la magistrature profite de l'avantage pour maintenir la pression en organisant une grève du zèle, à savoir le strict respect du règlement qui exige, par exemple, la présence obligatoire et effective des greffiers aux audiences, ou encore des audiences de six heures sur une demi-journée, et huit à dix heures sur une journée, au maximum.

Demain, qui s'en souviendra ?

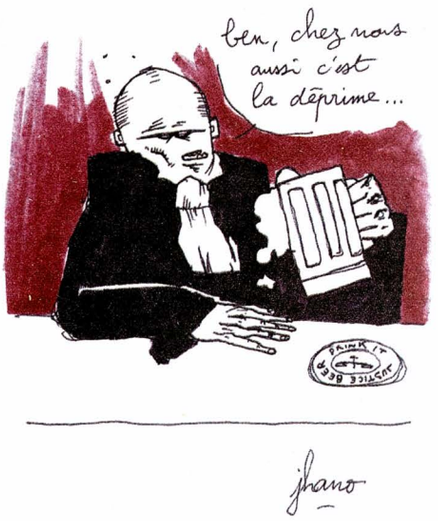
Zélés ou pas, de bons juges compétents, au savoir-faire reconnu et respecté comme il se doit, continueront à appliquer les peines plancher, à satisfaire les délires sécuritaires du pouvoir, à entasser

adultes et enfants dans les frigos carcéraux, chacun à sa place et que les plus forts survivent…

Nous n'avons aucun bons vœux à souhaiter aux bourreaux. Nous n'avons pas à imaginer, comme d'autres se croient permis de le faire, un système judiciaire « humanisé ». Une justice qui juge les criminels au détail sans mettre en accusation la violence de l'organisation sociale qui les produit, une société qui crie vengeance sans se regarder dans les yeux, une cohorte de politicards qui spécule sur la notion de « dangerosité » et de « risque zéro » au pied des centrales nucléaires et des sites d'enfouissement de déchets radioactifs, cette hypocrisie permanente ne dupe que les imbéciles heureux. Une fois de plus, hélas, la prison vient de faire la démonstration sanglante de son inutilité et de sa nuisance. Qui peut encore oser dire, à l'exemple non isolé de Tony Meilhon, que les châtiments dont il a écopé ont été profitables, à lui et à la société ? Dans ce monde pourri, une multitude d'éclopés de la vie erre, hagarde, douloureuse, sans but. Ils commettront l'irréparable, sur eux-mêmes, ou sur d'autres. On jugera, on condamnera. Cela n'apportera rien aux victimes, mais cette vengeance légale passera pour un sentiment noble et une nécessité citoyenne. Quand viendra une nouvelle occasion de s'interroger sur le sens de cette « justice », les professionnels de la douleur et des larmes en appelleront à davantage de moyens, que la société, dans sa lâcheté, dans son indifférence et dans son aveuglement plus ou moins volontaire, leur accordera.

La semaine dernière, mon ami Patrick Schindler pointait la relative faiblesse des arguments anarchistes sur la question, complexe, de la justice criminelle. « *Comment réagissez-vous face au crime ?* [Et par crime, on entend alors : crime de sang, ou viol.] *Que proposez-vous ? Que dites-vous aux victimes ?* » Voilà des questions, très graves, que l'on nous pose souvent.

Là ou les réponses des anarchistes ne se trouveront pas dans l'espace réduit d'un journal ou d'un livre. Qu'on ne compte pas sur nous pour écrire un nouveau Code pénal. Mais, et sans vouloir nous tirer d'affaire par une pirouette intellectuelle, la première question ne consiste-t-elle pas à nous interroger sur ce qui nous lie, les uns et les autres, dans la réalisation d'une société débarrassée des dieux et des maîtres ? Si, à la première agression, nous réclamons vengeance, alors la police et les juges auront encore de beaux jours devant eux et jamais le cycle infernal ne s'interrompra. Dans ces situations uniques, nées du hasard des circonstances et du parcours plus ou moins chaotique des protagonistes, si nous cherchons à comprendre, sans complaisance et sans nous épargner certaines remises en question, si nous essayons de privilégier les solutions où le mal commis



pourra être réparé, autant que possible (et en écrivant cela, je n'en sous-estime pas la difficulté), alors peut-être verrions-nous évoluer une société plus juste, en tout cas plus humaine.

Certes, aux questions posées plus haut, l'esquisse de réponse est, ici, incomplète. Mais nous avons notre existence, avec ses épreuves et nos luttes, pour en préciser les contours.

Une chose est cependant certaine : il est difficile de faire pire que cette justice d'abattage, avec ou sans moyens. **A. S.**

Peuple doux, flics brutaux

Le 21 janvier dernier, à Anduze (Gard), lors d'une manifestation de protestation contre un projet de rattachement d'une communauté de communes à l'agglomération voisine, un commandant de gendarmerie a, une fois de plus, apporté un brillant témoignage de la brutalité légendaire de nos forces dites « de l'ordre ». Alors que les manifestants se contentaient de bloquer une voie de chemin de fer, sans insultes ni jets de projectiles, sans la moindre manifestation de violence, ce gradé a subitement sorti sa bombe lacrymogène pour asperger allègrement la foule depuis le quai. S'en est suivi une bonne pagaille, un mouvement de foule pendant lequel les gendarmes en ont profité pour cogner à coups de matraque les manifestants qui passaient à leur portée. En témoigne ce viticulteur de 60 ans qui déclare au Monde : « *Il m'a porté plusieurs coups de poing au visage, alors que j'étais maintenu par deux gendarmes. Pourtant, je n'avais rien fait de violent. Il a fait tomber sa bombe lacrymogène devant moi et je l'ai simplement ramassée et jetée au loin…* » Pourquoi ? Personne ne sait vraiment. La vidéo qui révèle les faits montre bien l'absence de toute atti-

tude belliqueuse de la part des manifestants. Depuis le 3 février, l'Inspection de la gendarmerie nationale (IGN) a ouvert une enquête pour faire la lumière sur cette histoire…

Les médias – du moins ceux qui en ont parlé – se font larmoyants, s'étonnent à nouveau de la brutalité de la police française. Comme si cela n'était jamais arrivé ; ils se montrent surpris, choqués. Pourtant, il y a à peine trois mois, des flics ont tué un homme dans un immeuble de Colombes (Hauts-de-Seine) et un autre, le 12 décembre, à Marseille, avec un tir de flashball. Les journaleux doivent avoir la mémoire bien courte. Les brutalités et les crimes policiers s'accumulent et, à chaque fois, c'est la même rengaine : on s'indigne, et on passe à autre chose. On promet une enquête de l'IGN (ou de l'IGPN, selon les corps répressifs impliqués), histoire de calmer les esprits. Et la suite, on la connaît aussi : l'IGN étouffera l'affaire ou blanchira les bleus, et, si elle vient à les mettre en cause, on pourra compter sur la justice bourgeoise pour les relaxer sans complexes. Ah, douce France. Sous d'autres cieux, le crime d'un flic déclenche des révoltes. Chez nous, c'est à peine s'il fait couler de l'encre. Une chose est sûre, on est trop gentils.

Guillaume Goutte
Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Printemps syndical ?

Pierre Monatte

L'HIBERNATION FAIT DES RAVAGES dans le mouvement social. Ajoutez à cela ce qui se passe en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et vous aurez un aperçu du pourquoi tant de brouillard sur le front des luttes. La grève des magistrats est certes remarquable, tout comme les efforts des dockers pour faire reconnaître la pénibilité de leur boulot, mais question unité syndicale cela ne fait pas la rue Michèle.

Pendant ce vide organisationnel, Bernard Thibault, secrétaire de la CGT, peut déclarer : « *Je considère que la CGT a le potentiel de développement le plus important par sa démarche, par les revendications qu'elle porte et parce qu'elle est unitaire.* » Voire, les camarades qui militent à Force Ouvrière doivent avoir une autre opinion sur cette déclaration à l'emporte-pièce.

Il est vrai que l'organisation syndicale de l'avenue du Maine à Paris a décidé de faire cavalier seul. Se démarquer des autres centrales, pourquoi pas, mais certaines déclarations laissent dubitatifs. Commençons par Jean-Claude Mailly, secrétaire de Force Ouvrière : « *Il n'y a pas plus un axe FO-CFDT qu'un axe FO-FO et ça me suffit bien.* » À quoi répondait un délégué : « *Notre isolement n'est pas facile mais c'est notre honneur.* »

Unité syndicale vouée aux oubliettes ? Il faut espérer qu'il y a d'autres voix dans la militance de base. Pour ne pas parler d'elle, la CFDT brille (*sic*) par son absence dans les médias. L'autonomie engagée garde son quant à soi. En attendant le résultat des courses sur la loi de représentativité syndicale ? Mais pour un printemps syndical ça fait un peu court. Et ce n'est pas Fernand Pelloutier ni Pierre Monatte qui me contrediront.

Jean-Pierre Germain

Quand l'autruche éternue...

Rentrez vos poules sarcelloises

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je ? Après La Tunisie, après l'Égypte, à qui le tour ? Laissant les envoyés spéciaux du *Monde libertaire*, lesquels au Yémen, en Lybie ou encore en le beau royaume de Bahreïn nous narrent – et avec quel talent ! – les soubresauts et embrasements d'une rue qui, quoi qu'on en dise, gouverne, les laissant donc, ces camarades dont on vante trop peu le courage et la finesse d'analyse, couvrir au plus près ces sujets épineux s'il en est, l'autruche préfère, ici, parler de tout autre chose. De la Berlu, tiens, ça fait longtemps. Il *cavaliere* a beau se dire « *absolument pas préoccupé* » par le procès qui l'attend aux premiers jours d'avril, n'empêche : voilà un pays, l'Italie, où le président du Conseil toujours en exercice est traduit devant la justice. Pendant ce temps, de l'autre côté des Alpes, tout est fait afin d'éviter au citoyen Chirac, en retraite depuis 2007, une comparution jugée par d'aucuns infamante ; il semble par ailleurs, pour le pouvoir en place, impossible ne serait-ce que d'envisager la démission d'une ministre aux affaires étranges, tant la fréquentation des dictatures, de ses palais, continue d'aller de soi et ne pas émouvoir grand monde. Comme le susurrait Sarko lors de son show télé à plaisanteries multiples, tout porte à croire que, dans ce pays, « *tout n'est pas en abscisse et en ordonnée* ». Tu parles, chacal ! Tes abscisses sont autant d'abcès, de pustules pullulant sur le corps social, exemple récent : la Sécu. Future victime du programme de casse systématique des acquis, c'est par la bande que Sarko et ses potes mafiosi s'attaquent à cette citadelle, usant jusqu'à la corde du prétexte de la dépendance, surtout, de son financement. Bien entendu, comme d'habitude, les caisses sont atrocement vides. Sarko, économiste en diable, demande donc « *à chacun d'entre vous d'examiner toutes les autres options possibles, y compris celle de l'assurance* ». Privée, l'assurance, ça va de soi. La création de la désormais célèbre cinquième branche, livrée d'emblée aux assureurs, risque bien d'être le premier coin enfoncé au cœur du principe de solidarité. Mais pourquoi ne pas privatiser dans le même mouvement l'assurance maladie, l'assurance vieillesse... ? Pas d'impatience : ça viendra.

Quelle que soit la façon que choisiront ces aigrefins pour nous la mettre grave, certains de nos contemporains n'auront guère le loisir d'en supporter les conséquences. Au hasard : les Roms. Une double page dans la presse livre un constat sans concession : non seulement les expulsions n'ont pas chassé les Roms de France, dont le nombre reste à peu près stable, mais surtout les conditions de vie de ceux et celles y résidant se sont largement dégradées. Belle réussite, y'a pas à dire. Variable d'ajustement de la politique migratoire (les Roms constituent plus du tiers des reconduites à la frontière), on en use pour gonfler les chiffres, sans se soucier des conséquences. « *Oui, il faut expulser les Roms* », s'emporte ainsi Jacques Myard, député UMP. « *Expulser permet de rappeler à ces gens qu'ils ont le droit de venir, mais pas de s'établir en France.* » Le droit de jouer les touristes, quoi. Pour l'heure, ces « touristes »-là survivent dans d'immenses bidonvilles, tel celui de Sarcelles, dans le 95, qui compte un millier d'habitants et... un unique point d'eau, une borne d'incendie, à l'entrée du campement. Et c'est sans compter les déchets qui s'entassent entre les baraques, comme personne ne vient les ramasser (pas une benne à l'horizon). À Sarcelles, les riverains seraient, parait-il, exaspérés. « *Il y a un vrai risque pour notre santé* », se lamente l'un d'eux. Et tes poules, tu as pensé au moins à les rentrer ?

Frédo Ladrisse

Brèves de combat

Femmes algériennes

10 000 manifestants se sont rassemblés sur la place du 1er mai à Alger, le 13 février, 1 000 à Oran malgré l'impressionnant dispositif de sécurité et les centaines d'arrestations. À l'intérieur du commissariat d'Alger, des femmes, en attendant d'être auditionnées, ont entamé des chants révolutionnaires et hostiles au régime. Ça nous ramène quelques années en arrière.

Tâche d'huile en Jordanie

Des manifestants chiites se sont installés sous des tentes à Manama, la capitale de Bahreïn, pour exiger des changements dans le royaume dans le cadre d'une mobilisation inspirée par les mouvements tunisien et égyptien. Vendredi avant bouclage, la police a tué quatre nouveaux manifestants par balles. On compte également cinq morts au Yemen et huit blessés en Jordanie.

Pas de quartiers à Tripoli

Des militaires ont été déployés dans les rues de Benghazi, ville située à 1 000 kilomètres à l'ouest de Tripoli où ont eu lieu les plus importantes manifestations contre le régime de Mouammar Khadafi. La répression mise en place par le pouvoir contre ces protestations aurait tué au moins 24 manifestants et blessé des dizaines d'autres, selon Human Rights Watch.

Panique à Téhéran

Dans la démocratie islamiste d'Iran (!), 223 des 290 députés à l'Assemblée nationale ont réclamé la plus sévère punition pour les chefs de l'opposition actuellement en résidence surveillée. Des cris ont même fusé pour exiger qu'ils soient... pendus ! Ils avaient osé organiser une grande manifestation pour soutenir le peuple égyptien.

Crimes d'outre-TOM

La création en 1995 à Mayotte du « visa Balladur » a coûté la vie à plus de 10 000 personnes dans ce bras de mer de 70 kilomètres, faisant de cette partie du monde le plus grand cimetière marin du monde... Sur cette quatrième île de l'archipel des Comores (dont l'occupation française reste toujours contestée par l'ONU et l'OUA) où vivent près de 200 000 âmes, ce ne sont pas moins de 26 405 personnes dont 6 405 enfants qui ont été expulsés cette année, soit près de 13 % de la population de l'île... L'île compterait également plus de 45 000 sans-papiers vivant dans la crainte des rafles quotidiennes et des reconduites éclair. Le temps de rétention est en moyenne de 0,94 jours selon la préfecture) et autres actes de répression qui fait vivre dans la peur plus d'un tiers de la population de l'île...

Les assureurs et Loppsi 2

Les assureurs seront mis financièrement à contribution pour la création du fonds de soutien à la police technique et scientifique « *chargé de contribuer au financement [...] de l'ensemble des opérations liées à l'alimentation et à l'utilisation du fichier automatisé des empreintes digitales et du fichier national automatisé des empreintes génétiques* » dans le cadre d'enquêtes. La très patronale et capitalistique Fédération française des sociétés d'assurance s'en dit elle-même « *très contrariée* ». Évidemment, ça la fout mal pour l'image de marque des assureurs. Au départ, ils étaient consentants sur le principe d'une possible contribution, mais voulaient éviter « *le cadre trop figé d'une loi* ». Bien fait : ils n'avaient qu'à refuser dès le départ mais, entre capitalistes on a quand même des affinités ! Et puis, au final, quand on voit l'augmentation des primes d'assurance (+ 8,5 % en auto et habitation en 2011), c'est l'assuré qui paye !

Expulsion des « Jeudi Noir »

Les squatteurs du collectif Jeudi Noir (en majorité des jeunes et des étudiants) qui occupaient depuis fin décembre un immeuble de bureaux vides proche de l'Élysée, appartenant à l'assureur Axa, ont été expulsés sans ménagement vendredi matin.

OGM No Pasaran !

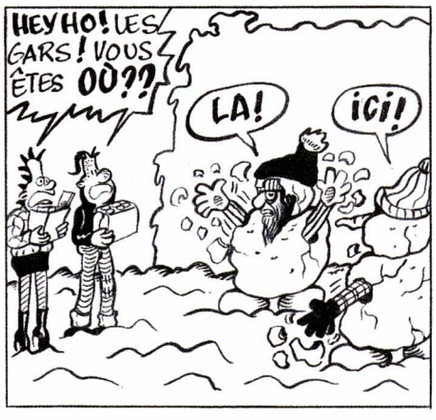
À l'initiative du Gers, 19 régions et 3 départements ont déposé un recours devant la Cour de justice européenne pour faire annuler l'autorisation de la Commission de commercialiser de nouvelles variétés de maïs génétiquement modifiés.

Abeilles en danger de mort

Une pétition signée par plus d'un million de personnes, réclamant l'interdiction des pesticides pour enrayer la mortalité des abeilles, a été remise au ministre de l'Agriculture par une vingtaine d'apiculteurs.

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH

KROKAGA



Nouvelles des fronts

Garde prétorienne. Sarko, qui ne recule pas devant un million de manifestants en colère en 2010, s'incline devant les 12 000 matraqueurs des trop fameuses compagnies républicaines de « sécurité » (CRS) et renonce à sanctionner les magistrats selon lui incompétents. Comment, en effet, se mettre à dos les chiens de garde du système, ceux tabassent d'abord, ceux qui enferment ensuite… Que deviendrait alors la Loppsi 2, cette loi du tout sécuritaire à peine dénoncée par la gauche parlementaire ? Ne jamais s'aliéner les outils indispensables au Prince pour faire régner son « ordre », toujours remplir la gamelle à ras bord de ceux qui faute d'être loups demeurent des chiens serviles, comme le décrit une vieille fable trop oubliée aujourd'hui du sieur La Fontaine.

Du même tonneau, les salariés de GRP Sécurité, qui gèrent les caméras de vidéosurveillance des gares en Ile-de-France, se sont mis en grève pour une revalorisation des salaires. Ces supplétifs ne touchent, pour leur basse besogne, que 1 200 euros nets par mois. Comme quoi, la gamelle publique est encore meilleure que la privatisée. Plus aucun mouvement d'ampleur, mais partout des conflits. Grève des salariés des remontées mécaniques dans les stations de ski, perturbations dans la moitié des 400 crèches parisiennes contre la surcharge de travail et dans les écoles de la capitale contre la fermeture de neuf établissements. Grève des dockers à Marseille pour la reconnaissance de la pénibilité du travail et grève des marins de la SNCM pour le maintien du trafic vers la Corse. Grève et occupation en Saône-et-Loire de la plateforme du transporteur Norbert Dentressangle menacée de fermeture. Patron de choc qui fait rouler pour son plus grand profit des chauffeurs bulgares et roumains… moins gourmands que les routiers du cru. Carrefour, autre roi de l'exploitation, a été taclé par la justice pour abus de bas salaire. Autrement dit, même pas le Smic. Grève et manif en demi-teinte à l'Éducation nationale contre les 16 000 suppressions de postes à la rentrée 2011[1].

Et du neuf, grève des usagers des lignes SNCF, banlieues et grandes lignes, systématiquement perturbées. Ces derniers, face aux retards répétés, font la grève de la présentation du titre de transport… Une belle initiative à généraliser et une façon de rapprocher cheminots et usagers.

Quant aux emplois, la curée continue. À Marseille, Ryan Air quitte le tarmac et détruit mille emplois, sous-traitance comprise, après avoir été condamné pour travail dissimulé. Près de Tarbes, l'usine de colle Bostik du groupe Total ferme et 30 salariés sont priés d'aller sniffer ailleurs ; à Bourgoin-Jallieu, Photowatt a annoncé la suppression de 95 emplois, le photovoltaïque n'a plus le vent en poupe ; à Lyon, Fagor-Brandt lave son linge sale en famille et vire 560 salariés. Enfin, *ParuVendu*, un gratuit sans intérêt du groupe Hersant Média, pourrait en liquider 758 sous prétexte de réorganisation.

La précarité, elle, se porte comme une femme de gendarme manifestant devant une caserne, c'est-à-dire bien. En chiffres, ça donne, en 2008, 455 000 ruptures conventionnelles ; fin 2010, 659 400 intérimaires, soit une hausse de 20 % ; 1,8 million de foyers au RSA ; 3 millions de mal-logés. Et quand tu n'es pas précaire, on te harcèle : La Poste, 70 suicides en 2010 !

En dehors de l'Hexagone, libéralisme oblige, c'est du pareil au pire. En Inde, en 2009, 17 000 paysans se sont suicidés (une hausse de 7 % par rapport à 2008) suite à des récoltes insuffisantes et à la misère. Au Royaume-Uni, 20 % des jeunes sont au chômage et le plan d'austérité du gouvernement prévoit encore la suppression de 330 000 emplois. En Grande-Bretagne toujours, la BBC, par mesure d'économie, va dégager 650 collaborateurs sur 2 400 et la banque Barclays environ un millier. Au Brésil, le paradis du Parti du travail, la nouvelle présidente annonce un plan d'austérité de 30 milliards de dollars et la limitation des salaires. Dans le monde, le Bureau international du travail a recensé, en 2010, 205 millions de chômeurs dont 78 millions de jeunes – et il ne s'agit probablement que du haut de l'iceberg, les chômeurs peu ou prou inscrits. Combien en réalité ? Égypte, après la révolte politique, la révolution économique : de nombreuses grèves dans tous les secteurs pour des salaires décents : fonctionnaires, employés des pyramides, chemin de fer, sidérurgie, ouvriers du textile, etc., et déjà l'armée menace, chien de garde toujours. Italie, 11 mars, appel à une grève générale du syndicalisme radical (Cobas et compagnie) contre les centrales réformistes cogestionnaires et les conditions économiques. Un exemple sans doute à suivre ici aussi, d'autant que la lutte pour les retraites est encore à venir. En Espagne, le gouvernement « socialiste » de Zapatero a adopté le principe d'un départ à la retraite à 67 ans ; dans le même temps, en Allemagne, le leader du Parti libéral, un certain Westwelle, plaide lui aussi pour cet âge dans toute l'Europe. Reste à savoir qui imposera la mesure en France, Sarko ou Strauss-Kahn ? Les paris sont ouverts pour après 2012. Enfin, deux bonnes nouvelles pour finir. Les autoroutes belges jusqu'alors gratuites vont devenir payantes et accrochez-vous bien aux pages du *Monde libertaire*, *Le Quotidien du peuple*, organe officiel du Parti communiste chinois, sera bientôt introduit en bourse. On n'arrête pas le grand bond en arrière et le sens de l'histoire.

Hugues
Groupe Pierre-Besnard

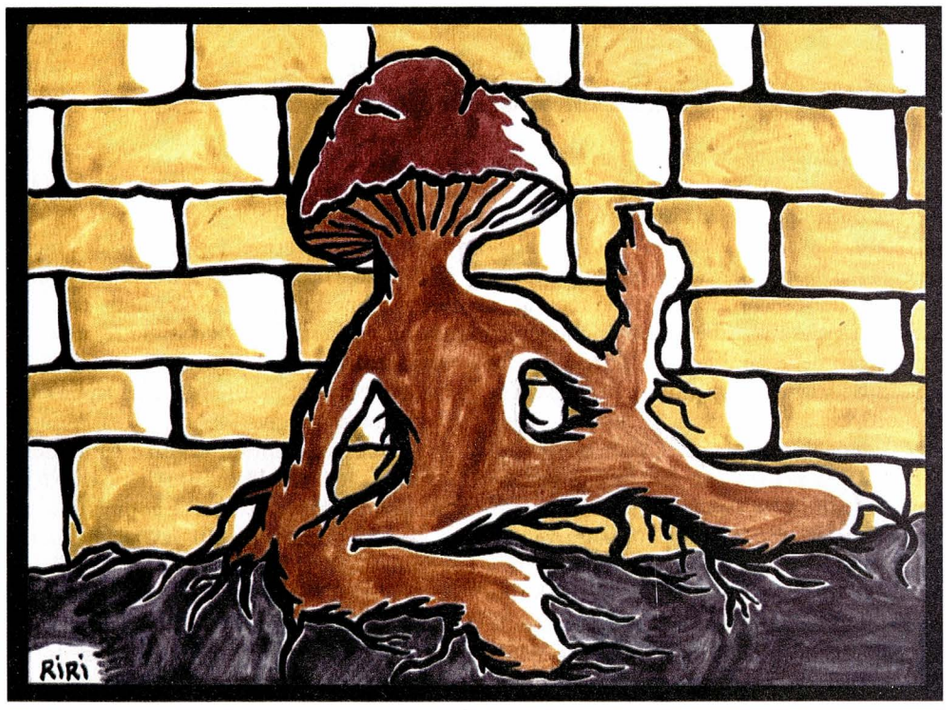
1. Suppressions de postes qui pourraient avoir pour conséquence la fermeture du lycée autogéré de Paris (LAP), puisque cinq postes sont supprimés, soit 20 % de l'effectif.

Fleur de trottoir

« Je vous salis ma rue. » La contrepèterie de Prévert est devenue le titre d'un livre (Stock) de Sylvie Quesemand-Zucca. Mais elle n'a plus rien de drôle, appliquée à la vie, ou plutôt à la survie, des SDF. SDF, terne acronyme, insulte surajoutée à la misère. SQZ est médecin, psychiatre au Samu social, d'où le sous-titre du livre : *Clinique de la délocalisation*. Les deux mots sont justes. « Clinique » parce que le livre tente de décrire une souffrance ; la souffrance qui naît d'une situation bizarre, la « délocalisation ». Selon l'usage actuel, faux, « délocalisation » signifie « déplacement », « renvoi », « exil », alors qu'être délocalisé, c'est être en plusieurs lieux, sans être tout à fait, complètement, en un seul. C'est n'être nulle part quelque part.

Nous, nous habitons. Peu importe où nous habitons, nous habitons. Nous recevons (protection ? confort ? beauté ?) d'un lieu ; en échange nous y plaçons nos émotions, parfois notre loyauté, et nous lui attribuons notre bonheur, si le bonheur nous y vient. Or, tout au long de *Je vous salis ma rue*, comme tout au long de la *Débine* de Jean-Luc Porquet, ou des *Naufragés* de Patrick Declerck, courent les deux mêmes refrains ; le refus obstiné de tant de SDF d'aller dans les lieux d'accueil officiels, où il est si difficile d'habiter, au sens que nous venons de définir ; les tentatives obstinées de tant de SDF d'habiter, toujours au même sens psychologique, les lieux les moins habitables, dessous de ponts d'échangeurs d'autoroutes, terrains vagues, bouches de ventilation, voies souterraines.

La délocalisation est une amputation. Le SDF serait un mutilé de paix, si l'on pouvait considérer qu'une société est en paix lorsqu'un travailleur social peut y raconter ceci, cité par Quesemand-Zucca : « *Dans notre centre d'accueil de jour, et surtout notre centre d'hébergement, on constate une grande fragilisation des modes de vie, chez ceux qui travaillent, avec des contrats de plus en plus précaires. Je connais un homme qui travaille chez Renault avec des contrats intérim renouvelés toutes les semaines, depuis au moins un an et demi. Chaque semaine il a intérêt à bien coller à son travail parce que sinon c'est "Ciao bye, dehors !". Alors la pression est maximale ! Comment pouvez-vous penser à votre réinsertion, à votre parcours familial, à votre santé, à vos droits, à votre vie, à votre parcours, à votre identité, à votre histoire quand on vous met une pression aussi terrible et que d'une semaine à l'autre, d'un jour à l'autre, on peut vous virer ?* »



L'une des qualités de *Je vous salis ma rue* pour nous, nous qui habitons, est de nous faire comprendre, un peu, ce que signifie ne pas habiter. En général, grâce à des incidents concrets, apparemment minuscules, mais qui engendrent les pires souffrances dans la réalité. Médecin, Quesemand-Zucca prescrit des médicaments aux SDF, souvent accablés de pathologies graves avant leur arrivée dans la rue, laquelle leur en inflige bien d'autres encore. Prenant l'exemple des médicaments qui permettent aux schizophrènes de moins souffrir de leurs hallucinations, elle écrit : « *Dans la rue, prendre un traitement, c'est risquer de s'endormir, se faire voler ses affaires, multiplier les effets négatifs par la prise d'alcool ; c'est risquer de prendre tous ses médicaments d'un coup ou de les donner à son copain ; c'est aussi ne plus pouvoir errer, ni même marcher facilement. Cela ne s'appelle pas du soin.* »

« *Marcher facilement* », écrit-elle ? Justement, l'un des chapitres de la troisième partie, intitulée « L'asphalte », comporte un texte appelé « L'asphaltisation » : « *Frontières invisibles, territoires sans paysage, cartographie indécise, carré de béton, métro, bloc d'urgences des hôpitaux, coin de la rue, abri mobile familier – œil fixe : quand on a tout perdu, quand on ne sait plus comment se bouger, la fixité de l'espace est vitale. Ne pas se perdre dans la géographie incertaine d'un corps qui tient à peine debout devient prioritaire. Plus la personne est désocialisée, plus elle prend racine, à même le sol. C'est pour cela qu'il faut l'aider à bouger, tout de suite, tant qu'elle le peut. Car plus le déracinement est grand, plus l'espace se rétrécit, plus le temps se dilue, et plus profond devient l'ancrage sur le trottoir. C'est ainsi qu'une vie sédimentée à même la ville se sculpte, invisiblement. Dans les cas extrêmes, l'homme ou la femme s'asphaltisent, comme soudés au sol, les pieds pris dans l'asphalte, au point qu'on ne peut plus repérer s'ils savent se tenir debout. Assis, appuyés, adossés, couchés, entourés d'une multitude de sacs, de bouteilles, d'aliments, ils deviennent une forme imprécise. L'hésitation est fréquente, au cours des maraudes. Y a-t-il quelqu'un sous le tas d'immondices, le parapluie, la bâche ? Certains, à force d'être figés sur place, présentent d'importantes pertes de la masse musculaire, des polynévrites liées à l'alcool, des ulcères aux jambes, des atteintes osseuses, qui renforcent l'immobilité : ils ne peuvent plus bouger.* »

Nestor Potkine

Esprit critique en acier pour gens en taule ?

Tentatives d'ateliers critiques en prison

Guillemette Reviron est mathématicienne, Richard Monvoisin, didacticien des sciences. Ils enseignent tous les deux l'esprit critique et l'autodéfense intellectuelle au sein du Cortecs. Tous deux défendent une lecture rationnelle et libertaire du monde.
Devise commune : l'esprit critique est une arme sociale qui ne s'use que si l'on ne s'en sert pas.
Constat commun : cette arme sociale n'est pas équitablement distribuée.
Solution parmi d'autres : outiller ceux qu'on n'outille pas.

Guillemette Reviron
Richard Monvoisin

L'HISTOIRE SE PASSE dans le Sud-Est pour l'une, ailleurs pour l'autre, dans l'une de ces villes où il ne fait pas (encore) bon dire qu'on y développe la lecture critique destinée aux détenus.

À l'origine, un dilemme d'enseignants : faut-il accepter d'entrer dans une institution comme la prison et de la légitimer en y tenant une fonction, même pédagogique ? Faut-il au contraire refuser de contribuer de quelque manière que ce soit à cette mécanique qui brise les os des condamnés ? La question est permanente, vicelarde et aussi tenace qu'un scrupule, aussi fallut-il, pour la trancher, admettre ceci : quand bien même attaquer les prisons à coups de burin serait la posture la plus défendable, elle est de toute façon hors de notre portée, par manque de contexte, de forces vives, d'organisation, ou simplement de courage physique.

Alors autant ne pas rester les bras ballants. L'historien Howard Zinn disait qu'il est impossible de se permettre d'être neutre dans un train en marche. Si le dilemme est vraiment épais, et qu'entre faire et non-faire, notre cœur balance, alors il nous semble plus moral de faire. Mais faire quoi ? Si on ne se sent pas prêts à dynamiter les cachots, que peuvent faire des enseignants pour les vider ? À part un plan des égouts ou une lime cachée dans un pain d'épices, que peut offrir un intellectuel à un détenu qui permettrait à ce dernier sinon de sortir plus vite, du moins de ne plus se faire incarcérer ? Nous avions deux types de réponse possibles : enseigner le droit – mais nous sommes incompétents – ou enseigner l'analyse critique.

Or ça, c'était dans nos cordes, car c'est justement l'objet de notre collectif de recherche, le Cortecs[1] : transmettre de l'esprit critique en donnant des outils d'analyse de type scientifique, tirés de la mathématique, de la psychologie, de la sociologie, de l'histoire, etc.

Précisons bien : nous utilisons la science. Non point le groupe social des experts en blouse blanche, ni la technopolitique qui va décider à notre place sur quels programmes de recherches et quels modèles de société sera investi notre argent. Non, il s'agit bien de la science comme démarche visant à dire des choses plus vraies que fausses sur le monde. Tout simplement parce que si on souhaite le changer, encore faut-il le connaître. Et en ce sens, et en ce sens seulement, la science est éminemment subversive. C'est cette démarche qui démontre que le racisme n'a pas de fondement, que le sexisme repose sur un ramassis de sornettes, que certaines lois économiques ne sont que billevesées, que l'amiante était démontré toxique depuis quatre-vingts ans, que les contenus d'enseignement de l'histoire gomment la plupart des mouvements sociaux et des horreurs perpétrées par les gouvernements, que le créationnisme est un scénario idéologique sans preuve et que Déluge, saignées, humeurs, phlogistique, théorie sexuelle freudienne des névroses, infériorité intellectuelle de la femme et influence de la musique sur les plantes sont à ranger dans les rayonnages empoussiérés de la cave des connaissances fausses. Etc.

C'est également la science comme démarche qui fait la preuve que la pensée de Ségolène Royal relève de la droite chrétienne, que Dominique Strauss-Kahn colle à un modèle économique ultralibéral et que Nicolas Sarkozy est le « *président des riches*[2] ». C'est la science comme démarche qui montre que les populations carcérales sont issues des couches sociales pauvres et que ce n'est pas le paramètre « arabe » ou « noir » qui est pertinent, mais bien celui de capital, qu'il soit financier ou symbolique.

C'est la démarche scientifique qui permet de démontrer que créer des conditions carcérales n'a jamais freiné les actes criminels, réduit la récidive ou aidé quelque personne que ce soit, victime ou fautif, à se reconstruire, ni même à réparer quoi que ce soit.

Et si un jour la science démontrait quelque chose qui nous heurte ? Tout l'art de l'éthique humaine résidera dans la manière d'appréhender cette réalité, même déplaisante. Oui, il semble qu'il n'y ait pas de lien causal entre les pesticides et la « disparition » des abeilles : nous aurions préféré qu'il y en ait un pour mieux dénoncer l'emploi de ces produits, mais dans l'état des connaissances actuelles, c'est ainsi. Alors cela n'empêchera pas de dénoncer cette industrie, mais sur des faits solides – et il y en a assez – et non des fantasmes. En attendant, l'objectif est de trouver ce qui arrive aux

abeilles, et se contenter d'une fausse explication ne les aidera pas.

Oui, il y a des gens qui, par exemple, aiment tuer, violer, commander, torturer. Reste à savoir quoi élaborer politiquement pour ces gens, et c'est compliqué. Mais pour le faire, encore faut-il connaître les mécanismes qui les conduisent à ça. Possible que ce que l'on découvre ne nous plaise guère, mais... le monde n'est pas « fait » pour nous plaire.

Pour revenir à la question de la prison, et pour plagier Confucius et son poisson : quand un individu est en prison, mieux vaut lui donner les outils intellectuels et juridiques pour s'en tirer le plus vite possible et faire en sorte de ne pas y retourner que de lui donner une pelle ou une échelle.

Nous savions transmettre des éléments d'esprit critique aux étudiants : analyse des faits, lecture critique des médias, étude scientifique des pseudosciences, zététique[3], psychologie de la manipulation, mensonges politiques, etc. Mais les étudiants sont en majorité des filles et fils d'étudiants, des enfants de bac plus quelque chose. Et s'il est un endroit où l'on est quasi certain de trouver une frange de population qui n'usera jamais son froc sur les bancs des amphithéâtres, c'est bien dans les geôles.

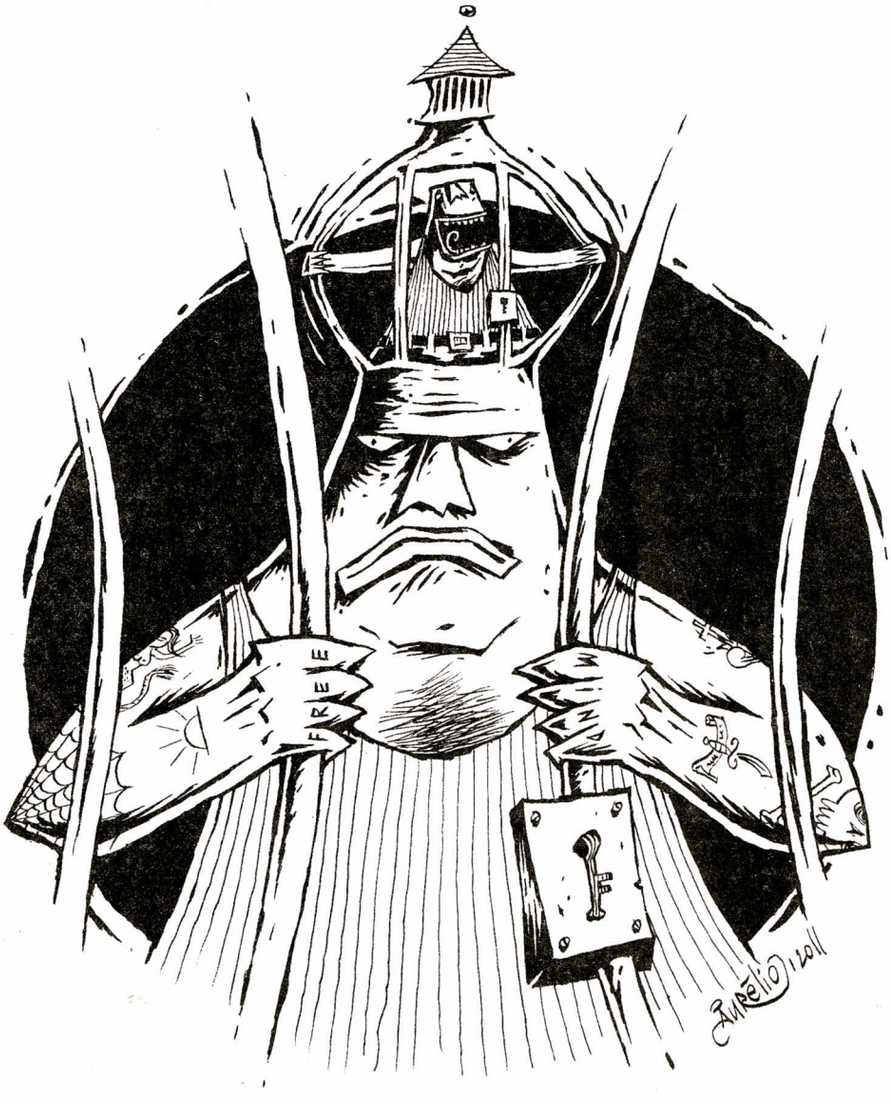
Il fallait une manière d'entrer dans les murs. Pour l'une d'entre nous, la solution indirecte fut le soutien scolaire. Faire beaucoup de maths, puis laisser se décaler les discussions, un peu moins de maths, un peu plus d'analyse critique, de discussions sur les médias, d'analyses de livres.

Pour l'autre, ce fut un atelier « Médias & esprit critique », avec l'ambition de venir projeter des extraits de journaux télévisés, des analyses de « désentubages » cathodiques[4], des bouts d'émission, et de décortiquer la fabrication de l'opinion, le choix des mots, des scénarisations, la manipulation des chiffres et des statistiques. Il faut néanmoins savoir que cet atelier a mis pratiquement deux ans à être accepté par l'administration pénitentiaire : enquête de la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur), difficultés concernant le matériel informatique pour projeter les documents, etc. Il fallut toute l'opiniâtreté de certains responsables du Service pénitentiaire d'insertion et de probation pour parvenir à démarrer l'atelier en septembre 2010, soit un « *cycle de dix interventions hebdomadaires sous forme d'ateliers-débats, à partir de documents vidéo ou papier tirés essentiellement des médias télévisés ou des journaux afin d'élaborer avec le public présent des outils d'analyse critique de l'information* ».

Chomsky a écrit que si nous avions un vrai système d'éducation, on y donnerait des cours d'autodéfense intellectuelle. L'accès à une éducation n'étant obligatoire que jusqu'à 16 ans, rendons l'éducation critique optionnelle, omniprésente et séduisante, à partir de 16 ans et demi. Certains sont moins outillés que d'autres et se font broyer par le système ? Alors dénonçons ce qui ressemble à de l'abus de faiblesse. Et puisqu'on trouve dans le Code de la consommation, livre I titre II, chapitre II section IV, l'article L122-8 dénonçant l'abus de faiblesse dans les démarchages commerciaux, il suffirait de créer un article de plus, le 122-16, qui n'existe pas, et qui serait l'abus de faiblesse critique : « *Art. L.122-16 – Quiconque aura abusé de la faiblesse ou de l'ignorance d'une personne, ou n'aura pas mis tout en œuvre pour lui fournir une autodéfense intellectuelle suffisante pour lui laisser faire ses choix en pleine connaissance de cause, sera puni par un cours d'esprit critique d'un nombre d'heures à définir, ainsi que par lecture de la bibliographie complète du Cortecs, lorsque les circonstances montrent que cette personne n'était pas en mesure d'apprécier la portée des engagements qu'elle prenait ou de déceler les ruses ou artifices déployés pour la convaincre à y souscrire, ou font apparaître qu'elle a été soumise à une contrainte.* »

Luttons pour faire naître de l'autodéfense intellectuelle partout où elle pourra germer.

Même à l'ombre. **G. R. et R. M.**



1. Collectif de recherche transdisciplinaire esprit critique & sciences : www.cortecs.org

2. Titre du dernier ouvrage des sociologues M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot, *Le Président des riches*, Zones, 2010.

3. Ou art du doute (scepticisme scientifique). Étude rationnelle des phénomènes présentés comme paranormaux, des pseudosciences et des « thérapies » antiscientifiques. (*Ndlr.*)

4. Le désentubage cathodique est un art critique poussé au summum sur Zalea TV et par les Mutins de Pangée. Voir www.lesmutins.org/Desentubages-Cathodiques.html

Une nouvelle théorie de l'auto-organisation

En 2009, Elinor Ostrom est la première femme à avoir reçu le prix Nobel d'économie. Cette politologue étatsunienne démontre que ni les entreprises ni l'État ne sont capables de gérer correctement les « biens communs ». Seule fonctionne l'auto-organisation de toutes les parties concernées. Serait-ce une piste pour réactualiser les fondements de l'anarchisme ?

Pablo Servigne

Autogestion, auto-organisation. Il paraît que c'est démodé ! Les partisans de la gouvernance verticale nous prennent pour des soixante-huitards nostalgiques : « *Le monde a changé les gars ! Réveillez-vous ! Les montres LIP ont été remplacées par des Blackberry ! ouh ouh !* »

Effectivement, le monde a changé, mais il me semble que ce soit plutôt favorable à l'autogestion. Le monde est devenu si complexe qu'il est désormais difficile pour un pouvoir central et autoritaire de « gérer » les affaires courantes. L'époque est à la décentralisation, aux pôles multiples, à la complexité, à l'horizontalité, à la virtualité, aux réseaux, à la rapidité. Tous les vieux régimes vertico-centripètes sautent comme des bouchons de champagne. Mais le moment de trinquer à la santé de l'autogestion n'est pas encore arrivé. Il va falloir bosser.

Une piste de recherche prometteuse, c'est Elinor Ostrom qui nous la donne. Son œuvre est dense et complexe, et malheureusement seul un livre a été traduit en français[1] (en 2010 alors qu'il date de 1990 !). Même si le monde a évolué en vingt ans, ce livre reste pertinent et stimulant. Mais autant vous le dire tout de suite, il faut retrousser ses manches et mettre les mains dans le cambouis. Il n'y a pas de résumé, ce n'est pas du « prêt à penser » !

« Les usagers sont incapables de s'auto-organiser »

Un bien commun est une ressource renouvelable collective, telle qu'un site de pêche, des étendues d'eau, des prairies de pâturage, des lacs, des océans, des nappes phréatiques, des forêts, des systèmes d'irrigations ou même des connaissances, des logiciels libres ou le réseau Internet. Ce sont des ressources qui d'un côté sont produites continuellement, et de l'autre sont consommées par des personnes qui en dépendent.

Traditionnellement, les analystes, économistes et politologues, ont pris l'hypothèse que les individus se comportent de manière à maximiser leurs bénéfices à court terme. Ils appellent ce personnage égoïste et rationnel, un homo œconomicus[2]. Prenez un groupe d'homo œconomicus et donnez-leur quelques vaches à chacun. Placez tout ce beau monde dans une grande prairie, et observez. Chacun va faire en sorte que ses propres vaches puissent brouter un maximum d'herbe pour faire un maximum de rendement. Le problème, c'est que la prairie ne supportera pas une telle pression et finira par mourir, et tout le monde en souffrira. Profits individuels, pertes collectives, un grand classique. Depuis 1968, on appelle cela « *la tragédie des biens communs* », une expression célébrissime chez les économistes, inventée par le biologiste Garrett Hardin[3]. C'est bien connu, les gens sont incapables de s'organiser !

À l'époque, Hardin a suggéré qu'il y avait deux solutions : « *soit le socialisme, soit la privatisation et la libre entreprise* »[4]. Sa vision et son influence ont justifié de nombreuses politiques de nationalisation et surtout contribué à répandre une vision pessimiste et paralysante de la nature humaine… terreau du capitalisme triomphant.

Il suffit d'ouvrir les yeux pour constater que cette vision de l'humain est fausse : d'un côté beaucoup d'« autorités » accélèrent la destruction des ressources naturelles et de l'autre, nombreux sont les cas où les usagers gèrent correctement leurs ressources eux-mêmes de manière durable parfois depuis des centaines d'années.

Exemple très simple. Il existe une vaste étendue de steppes au carrefour entre la Chine, la Russie et la Mongolie. Une image satellite a pu mesurer la dégradation des pâtures de chaque côté des frontières. La Chine et la Russie ont historiquement nationalisé la gestion des pâtures, avec pour conséquence une sédentarisation des colonies agricoles. Plus tard, la Chine a privatisé le tout en petites parcelles individuelles destinées à chaque ménage alors que la Russie en a conservé la gestion centralisée. Résultat,

près des trois quarts des pâtures Russes (État centralisé) et plus d'un tiers des Chinoises (petites parcelles privées) ont été dégradés, alors qu'en Mongolie, qui a conservé son système pastoral itinérant traditionnel basé sur des petites institutions de propriétés de groupe, moins d'un dixième des surfaces a été dégradée[5].

Dans la réalité, les gens discutent, s'organisent et même créent des règles collectives, se récompensent et se punissent mutuellement. En postulant que les humains sont faillibles, qu'ils ont une rationalité limitée et qu'ils sont très sensibles aux normes sociales, on arrive à comprendre pourquoi dans certains cas, des collectivités arrivent à gérer de manière économiquement optimale et durable des biens communs en créant des arrangements institutionnels propres.

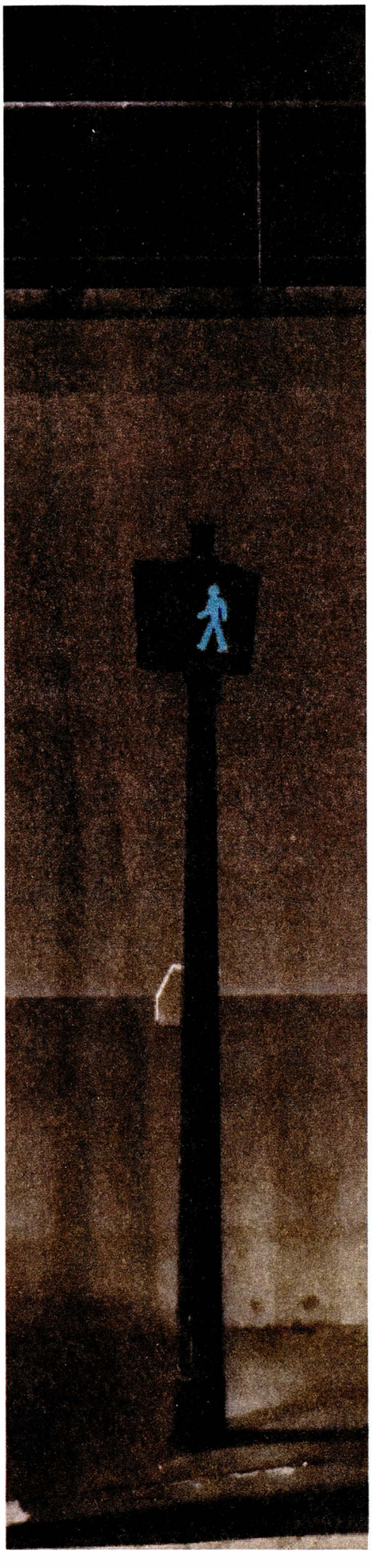
Essayer de dégager les règles qui font que ces arrangements fonctionnent à partir de l'étude de cas réels, voilà le travail d'Elinor Ostrom. Son équipe a mis en place les bases d'une véritable théorie de l'auto-organisation, en analysant les « systèmes socio-écologiques complexes » dans leur ensemble.

Entrer dans la complexité

Voici très brièvement exposés les huit principes de base retenus pour un bon fonctionnement de la gouvernance d'un bien commun[6]. 1) Il faut clairement identifier les limites du système, ainsi que les parts que chacun peut prélever. 2) Les règles d'appropriation et de fourniture des ressources doivent être adaptées aux conditions locales (en termes de temps, d'espace, de technologie, etc.). 3) Les personnes concernées par les règles peuvent participer au processus de décision. 4) La surveillance se fait par les appropriateurs[7] eux-mêmes ou par des gens qui rendent compte directement aux appropriateurs. 5) Une échelle de sanction graduelle est établie pour les appropriateurs qui transgressent les règles. 6) Les mécanismes de résolution de conflit doivent être bon marché et faciles d'accès. 7) Les droits des appropriateurs d'élaborer leurs règles et institutions ne doivent pas être remis en cause par des autorités gouvernementales extérieures. 8) Pour des ressources plus grandes, il faut organiser la gouvernance en multiples niveaux imbriqués.

Plus généralement, il faut aussi veiller à renforcer les structures d'auto-organisation naissantes, toujours prendre les décisions proches du lieu de l'action, c'est-à-dire de la ressource, encourager les systèmes de gouvernance polycentriques et ne jamais proposer une solution unique.

Pour les grandes ressources internationales, leur gestion est encore très problématique et souvent désastreuse. Pensez au thon rouge ou même au climat, leur gouvernance dépend à la fois des institutions internationales, nationales, régionales et même locales... Cependant, pour Ostrom, il faut conserver cette richesse : « *La diversité des institutions internationales est aussi importante que la diversité biologique pour notre survie à long terme.* »[8]



Expliquer toute la théorie d'Ostrom en quelques lignes n'est pas l'objectif de cet article. Il s'agit plutôt d'une invitation à découvrir une pensée nouvelle qui rafraichirait notre manière de concevoir l'auto-organisation. Et d'étudier ses ressemblances et divergences avec les théories anarchistes de l'autogestion... Affaire à suivre[9].

P.S.

---

1. Elinor Ostrom, Gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles, Etopia/DeBoeck, 2010.

2. Les prédictions des modèles de l'homo œconomicus sont toutefois très souvent validées dans des situations spécifiques de marchés ouverts et compétitifs de sociétés industrielles.

3. Garrett Hardin, « The tragedy of the commons », *Science*, n° 162, 1968, p. 1243.

4. Garrett Hardin, « Essays On Science And Society: Extensions of The Tragedy of the Commons », *Science*, n° 280, 1998, p. 682.

5. David Sneath, « State Policy and Pasture Degradation in Inner Asia », *Science*, n° 281, 1998, p. 198.

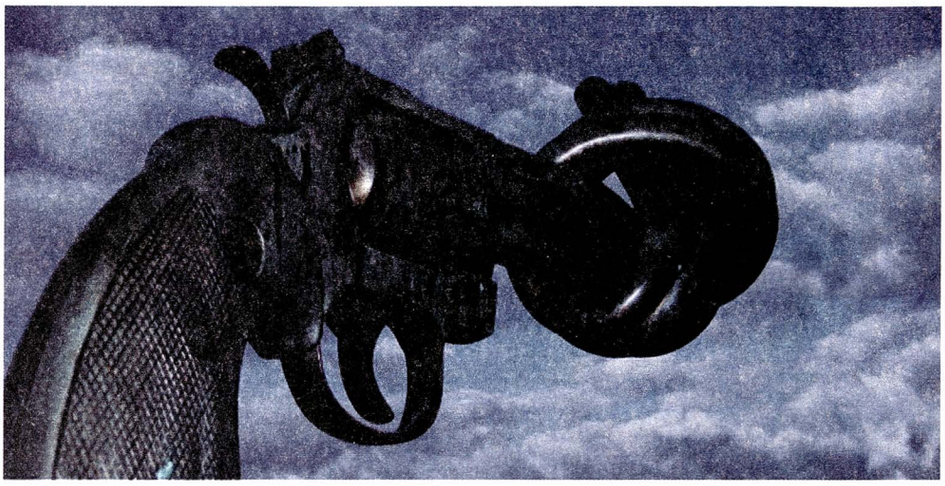
6. Voir Ostrom, Gouvernance des biens communs, op. cit., p. 114.

7. Ceux qui prélèvent les ressources sont appelés les « appropriateurs » (les pêcheurs, les éleveurs, etc.), les personnes qui organisent la fourniture de la ressource sont les « fournisseurs ».

8. Elinor Ostrom et al. « Revisiting the Commons: Local Lessons, Global Challenges », *Science*, n° 284, 1999, p. 278.

9. Cet article est largement inspiré d'un article plus conséquent intitulé « La gouvernance des biens communs » publié en 2010 par le centre Barricade et disponible sur www.barricade.be

Légitime violence



Je serai d'accord avec John Rackham pour dire que la notion de violence est relative : ce qui est violent pour l'un ne l'est pas toujours pour l'autre. Et une discussion pourrait s'ouvrir à l'infini qui nous conduirait à trouver des zones incertaines – « grises » – entre la plus grande violence et la non-violence absolue; il y a donc une gradation.

Je pense que nous serons encore d'accord pour dire qu'il y a une « violence structurelle » pratiquée d'une part par l'État (qui s'arroge le monopole de cette violence), et, d'autre part, par le capitalisme (qui dissimule plus ou moins sa violence). De ce fait, nous sommes (nous individus, classes, etc.) en état de légitime défense. L'État et le capitalisme camouflent ainsi de leur mieux cette violence structurelle pour condamner en revanche ceux qui se révoltent violemment – les casseurs, les anarchistes, les terroristes, etc. – et qui se considèrent, eux, en état de légitime défense.

Dans ce cas, Rackham pense que cette légitime défense ne relève pas de la violence et qu'il ne faut pas nommer cette défense « violence ». Ce que ne faisait pas Georges Sorel qui, de son côté, distinguait la « force » de la « violence » : « [...] *Nous dirions donc que la force a pour objet d'imposer l'organisation d'un certain ordre social dans lequel une minorité gouverne, tandis que la violence tend à la destruction de cet ordre. La bourgeoisie a employé la force depuis le début des temps modernes, tandis que le prolétariat réagit maintenant contre elle et contre l'État par la violence* » (*Réflexions sur la violence*, p. 256-257). Comme on le voit, la terminologie, ça se discute.

Quant à moi, je dirais que la défense du prolétariat (du peuple, des gens, etc., ou d'un seul individu) est légitime même si elle n'est pas légale.

Rackham écrit : « *Le mot "violence" fait en effet, et à juste titre, généralement horreur à beaucoup, bien des gens aspirant légitimement à une vie sociale apaisée, sans violence.* » C'est une constatation vraie dont nous devons tenir compte.

Et il n'y a donc rien d'étonnant que l'État se serve à l'envi de ce sentiment pour combattre les contestataires, les discréditant, donnant d'eux une mauvaise image. D'ailleurs, nous les anars, depuis la période « terroriste », nous portons ce chapeau. Chapeau qui, actuellement, devient turban sur la tête des islamistes.

Je serai d'accord avec Rackham quant aux réformistes qui veulent accéder à l'État sans toucher au système capitaliste ; c'est du tout-venant. Où je ne suis plus d'accord, c'est quand il emploie – me semble-t-il incorrectement – le terme de « pacifiste ». Je ne conserverai quant à moi ce terme que pour les militants qui se sont opposés à la guerre : Lecoin, Mayoux, Beauchet, Challaye, etc. ; des pacifistes pas spécialement non violents et quelquefois partisans de la violence. Et rapprocher « pacifistes » et « collaborationnistes » risque de prêter le flanc à l'amalgame vichyssois, que tous ne méritent pas.

Et quand Rackham écrit : « *La contestation devrait donc passer sous les fourches Caudines de la loi, des institutions, pour être légitimes* », je me demande pourquoi elle le devrait. Depuis quelques années, en France, des militants pratiquent la désobéissance civile en toute illégalité (on pourra discuter le bien-fondé de ces actions) ; combats divers qui sont pour eux tout à fait « légitimes » sans être pour autant « légaux ». La plupart sont partisans de la non-violence, mais la désobéissance civile peut être violente. D'ailleurs il est des actions, contre les OGM par exemple, qui sont considérées comme particulièrement violentes.

Je ne peux m'engager plus avant dans la discussion avec Rackham car je ne suis pas sûr de toujours le comprendre. Disons que ce texte est une première approche qui pourra se poursuivre...

Je me méfie d'une certaine véhémence du discours qui ne conforte souvent que sa propre bonne conscience : s'indigner ne suffit pas, il faut, certes, agir.

Récemment, le peuple tunisien et le peuple égyptien viennent de nous montrer que la plus grande efficacité ne peut venir que du déploiement en masse des hommes et des femmes ; ce qu'ils ont fait plutôt pacifiquement (et sans leaders) car ils ont su déjouer les provocations policières, avec cependant des morts dans leurs rangs. Je ne mettrai pas de côté un facteur qui a été déterminant : la non-intervention de l'armée contre le peuple. Et je n'oublierai pas l'étincelle qui a allumé le corps de Mohamed Bouazizi : le sacrifice désespéré de ce garçon a allumé un feu de révolte et d'espérance.

Anarchistes, nous ne voulons pas le pouvoir politique que nous souhaitons plutôt détruire, mais nous voulons au moins un pouvoir économique décentralisé. Cela se fera-t-il par les armes ? J'en doute : ceux qui triomphent par ce moyen n'abandonnent que rarement le pouvoir ; le pouvoir qu'ils ont conquis par le fusil, ils le gardent ; et tout recommence...

« *Les anarchistes appréhendent leur pensée comme une véritable force plastique qui peut se décliner de manière totalement différente au gré des événements et des situations* », a écrit quelque part Vivien García. C'est une ouverture à l'imagination.

André Bernard
anitandre33@plusloin.org

Sciences

« La mission de la science est [...] *de planter* les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. » Bakounine

Des matérialistes en action

Happening anti-homéopathie

Jérôme Segal

À Vienne, le 5 février dernier, la Société pour l'examen scientifique des parasciences (GWUP) a organisé un événement intéressant, visant à sensibiliser la population sur l'inefficacité de l'homéopathie, voire ses dangers (lorsque les malades se contentent de billes de sucre au lieu de consulter un médecin). L'action spectaculaire a consisté à ingurgiter en public une dose de granules de différents types que les homéopathes considèrent comme dangereuse, simulant ainsi un suicide collectif. Au même moment, d'autres matérialistes – pour qui aucun processus surnaturel ne doit être invoqué pour «expliquer» quelque phénomène que ce soit – mettaient en scène cette forme volontairement dérisoire d'overdose dans 53 villes réparties dans 26 pays (de l'Antarctique au Brésil)[1].

Dans la capitale autrichienne, il y avait une cinquantaine de personnes sur la Stephanplatz, l'une des places du centre de Vienne. L'heure choisie était 10h23, en référence au nombre d'Avogardo « 6,02 x 10^{23} » qui intervient dans le calcul des quantités de matière. Les boules de sucre homéopathiques sont caractérisées par des dilutions du produit prétendument actif, mesurées par un CH (centésimale hahnemanienne, en référence au fondateur de l'homéopathie, Samuel Heinemann). À partir de 12 CH, il n'y a absolument aucune molécule du produit de départ, et donc 100 % d'excipients (essentiellement du sucre). De ce fait, les granulés à 30 CH, comme ceux qui ont été avalés en public, ne contiennent que du sucre (vendu à 600 euros le kilo, merci, les labos homéopathiques se portent bien !). Ils peuvent bien sûr être pris en « surdose » et même s'ils portent des noms comme « *Mercurius solubilis* » ou « *Belladona* », à 30 CH il ne reste aucune trace du mercure ou des extraits de la plante toxique bien connue des randonneurs, la belladone.

Les croyants de l'homéopathie, pour qui cette tradition deux fois centenaire aurait plus de pouvoirs que l'effet placébo, se réfèrent souvent à la « théorie » de la mémoire de l'eau selon laquelle l'effet de l'homéopathie s'expliquerait par le fait que certaines molécules d'eau garderaient en mémoire le fait d'avoir côtoyé un produit actif. L'histoire remonte au 30 juin 1988, lorsque l'immunologiste Jacques Benveniste avait réussi à publier un article dans la prestigieuse revue *Nature*, visant à démontrer l'existence de la mémoire de l'eau. Le rédacteur en chef de la revue avait averti Benveniste que son expérience devait être reproductible et que dans le cas où ses résultats ne pourraient pas être obtenus une seconde fois dans des conditions surveillées par des scientifiques (auxquels on avait adjoint un expert en techniques de prestidigitation), un démenti serait publié. Bien entendu, *Nature* s'était déshonorée en acceptant l'article de Benveniste (besoin de publicité ?), mais le correctif publié fut sans appel : « *L'hypothèse selon laquelle l'eau garderait la mémoire d'une substance qu'on y a diluée est aussi inutile que fantaisiste.* »

L'enquête a été menée en détail, de façon tout à fait convaincante (voir www.charlatans.info/memoiredeleau.shtml), et il apparaît que les laboratoires Boiron, leader de l'industrie homéopathique en France, avaient soutenu les « expériences » de Benveniste. (Avec 526 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2009, ce labo exporte ses produits dans plus de 80 pays.) Aujourd'hui, les produits homéopathiques

doivent faire l'objet d'une autorisation de mise sur le marché, comme les vrais médicaments, mais – scandale – leur efficacité n'a pas besoin d'être prouvée par une étude clinique. Les billes de sucre sont en outre remboursées à 35 % par la Sécurité sociale. Seule une étude indépendante réalisée en double aveugle[2] pourrait justifier l'homéopathie : des patients devraient recevoir des granules homéopathiques ou des placébos[3] (sans le savoir), prescrits par des homéopathes (qui ne sauraient pas non plus s'ils prescrivent des produits homéopathiques ou des placébos). Dans ce cas, on pourrait conclure à un effet de l'homéopathie. Mais bien qu'un prix d'un million de dollars ait été promis à toute personne parvenant à faire cette démonstration, on attend toujours !

Avec cette action collective et simultanée dans de nombreux pays, les matérialistes de différentes associations, essentiellement installés dans l'espace anglophone ou germanophone, ont permis de placer la démarche scientifique au cœur de la sphère publique. Il est certain que ce happening scientifique a pu surprendre plus d'un passant et susciter des questionnements. Des idées à développer pour repenser la place des sciences dans la société ?[4]

J. S.

1. Voir les vidéos de ces opérations : www.1023.org.uk

2. Méthode d'étude d'un médicament dans laquelle ni les patients ni les chercheurs ne savent qui reçoit effectivement le traitement en question (on devrait plutôt dire « double insu » plutôt que « double aveugle », mais ce dernier terme est d'usage courant) et ce, afin de réduire l'influence de l'effet placébo. Pour plus de détails, voir : www.spc.univ-lyon1.fr/polycop/double%20aveugle.htm (Ndlr.)

3. Substance d'efficacité intrinsèque nulle ou faible, mais qui agit pourtant – par un mécanisme psychophysiologique – si le patient pense recevoir un traitement actif. (Ndlr.)

4. Les médias de masse n'en parlant pas (et pour cause : entre ignorance et mercantilisme – ne pas se priver de la pub des labos homéopathiques –, ces désinformateurs n'en ont cure), c'est aux associations, aux journaux comme le nôtre, etc., de faire écho à ces initiatives. (Ndlr.)

Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

La propagande par le fait

Ta meilleure amie, prolétaire, c'est la chimie !

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

La répression subie par les communards après la défaite de la Semaine sanglante amène un durcissement des positions des anarchistes en France. C'est Bakounine qui, le premier, en 1876, peu avant sa mort, abandonne ses écrits et affirme « *qu'il est temps maintenant d'agir* ». Une position qui sera d'ailleurs reprochée plus tard au mouvement libertaire. À la même époque, durant le congrès international de Berne, Malatesta lance à son tour l'idée d'une « *guerre continuelle aux institutions établies* », c'est la naissance de la « propagande par le fait ». L'idée n'a plus qu'à faire son chemin…

Premiers pas de la propagande par le fait en Europe

Dans un premier temps, la propagande par le fait se manifeste par une série de faits insurrectionnels, puis d'attentats ciblés. Le premier a lieu en Italie le 5 avril 1877. Cafiero et Malatesta conduisent une trentaine de militants armés qui brûlent les archives communales d'un petit village de montagne de la province de Bénévent et distribuent aux pauvres le contenu de la caisse du percepteur. Leur but est d'appliquer les rudiments d'un communisme libertaire. Malheureusement, les paysans ne les suivent pas dans leur entreprise révolutionnaire et ils sont finalement capturés après une fusillade. Mais, ces premiers pas de « l'action par le fait » contre la propriété privée ou les pouvoirs publics feront des petits en introduisant l'idée des « attentats individuels ». Et, pendant un demi-siècle, la bourgeoisie européenne sera hantée par l'image « du nihiliste et de l'anarchiste poseurs de bombe ».

Début 1878, Vera Zasulich prend le relais en Russie et tente d'assassiner le général Theodore Trepov, responsable de la torture des prisonniers *narodniks*. Elle sera finalement acquittée. En juin de la même année, c'est au tour de l'empereur Guillaume Ier d'être victime de deux tentatives d'assassinat organisées par les anarchistes Max Hödel et Karl Eduard Nobiling. Ces tentatives se solderont par une répression, organisée par Bismarck, contre les sociaux-démocrates allemands et entraîneront la promulgation des « lois antisocialistes » du Reichstag.

En octobre 1878, Juan Oliva Moncasi tente d'assassiner le roi Alphonse XII d'Espagne. Le 17 novembre 1878, c'est au tour de Giovanni Passanante de tenter d'assassiner le roi Humbert Ier d'Italie.

De la propagande par le fait aux attentats individuels

C'est durant le congrès international anarchiste de Londres en 1881, qu'en présence de Louise Michel et d'Émile Pouget, cette nouvelle stratégie de propagande par le fait est proclamée. Son objectif est de « *se trouver sur le terrain de l'illégalité, avec des moyens en adéquation avec le but révolutionnaire du communisme libertaire* ».

Dans cette logique, le 1er mars 1881, l'empereur Alexandre II de Russie est assassiné par la *narodnaya* Volya. Le geste est salué par la presse anarchiste, notamment dans *Le Révolté* et *La Révolution sociale*.

Outre-Atlantique, à Chicago, le 4 mai 1886, une manifestation ouvrière au Haymarket Square vire à la tragédie. Un inconnu lance une bombe sur les policiers, un officier est tué sur le coup. Ses collègues ouvrent immédiatement le feu sur la foule. En face, les manifestants répliquent. Sept policiers trouvent la mort ainsi qu'une trentaine de manifestants. Après l'attentat, la répression s'abat sur les milieux anarchistes très actifs de Chicago. Huit hommes sont arrêtés et accusés de l'attentat de Haymarket. Malgré l'absence de preuves, cinq sont condamnés à mort. August Spies, Albert Parsons, George Engel et Adolph Fischer sont pendus, et Louis Lingg se suicide dans sa cellule.

« Mes mains sont couvertes de sang, comme votre robe rouge » (Henry)

En France, un premier attentat attribué aux anarchistes est initié puis supervisé par Louis Andrieux, préfet de police. Son but est de mettre la main sur un « *nid de dynamiteurs* » en facilitant leur arrestation. La cible retenue est la statue d'Adolphe Thiers, le « boucher de la Commune », à Saint-Germain-en-Laye.

L'attentat a lieu dans la nuit du 15 au 16 juin 1881 mais ne fait aucun dégât. On apprendra plus tard la supercherie. De 1881 à 1884, plusieurs personnages publics sont visés dont, entre autres, Gambetta et Jules Ferry. La propagande par le fait se transforme alors en attentats individuels. Le premier a lieu le 8 novembre 1892. Ce jour-là, Émile Henry, anarchiste âgé de 19 ans, dépose une bombe dite « à renversement » dans les bureaux de la compagnie des mines de Carmaux. Découverte par le concierge du bâtiment, ce dernier l'apporte au commissariat de police de la rue des Bons-Enfants, mais elle y explose, tuant cinq personnes, la sixième victime succombera à une crise car-

diaque. Pour expliquer ce geste et l'engagement d'Émile Henry, il faut rappeler que son père, Sixte-Casse Henry, s'était battu dans les rangs des communards.

Fin 1892, Émile Henry loue un appartement villa Faucheur dans le XXe arrondissement de Paris sous le nom d'emprunt de Louis Dubois, pour y préparer ses attentats. Le 12 février 1894, à 9 heures du soir, il pénètre dans le café Terminus, gare Saint-Lazare. S'étant assis à un guéridon libre, Émile Henry tire d'une poche de son paletot une petite marmite de fer blanc bourrée d'explosifs et l'envoie en l'air. Elle se heurte à un lustre, éclate et pulvérise toutes les glaces ainsi que quelques tables de marbre, faisant, au total, une vingtaine de blessés (dont un succombera à ses blessures). Henry s'enfuit, poursuivi par un agent de police, un garçon de café et un cheminot sur lequel il tire. Il le manque, blesse un agent et finit par se faire prendre.

Le 27 avril 1894, Henry comparaît devant la cour d'assises de la Seine et est condamné à mort. L'audience est marquée par ses répliques désormais devenues célèbres : « *Je suis anarchiste depuis peu de temps. Ce n'est guère que vers le milieu de l'année 1891 que je me suis lancé dans le mouvement révolutionnaire. Auparavant, j'avais vécu dans les milieux entièrement imbus de la morale actuelle. J'avais été habitué à respecter et même à aimer les principes de Patrie, de Famille, d'Autorité et de Propriété. Mais les éducateurs de la génération actuelle oublient trop fréquemment une chose, c'est que la vie, avec ses luttes et ses déboires, avec ses injustices et ses iniquités, se charge bien, indiscrète, de dessiller les yeux des ignorants et de les ouvrir à la réalité. C'est ce qui m'arriva, comme il arrive à tous.* »

« *Je ne tardais pas à comprendre que les grands mots qu'on m'avait appris à vénérer : Honneur, Dévouement, Devoir n'étaient qu'un masque voilant les plus honteuses turpitudes. L'usinier qui édifiait une fortune colossale sur le travail de ses ouvriers, qui, eux, manquaient de tout, était un monsieur honnête. Le député, le ministre, dont les mains étaient toujours ouvertes aux pots-de-vin, étaient dévoués au bien public. L'officier qui expérimentait le fusil nouveau modèle sur des enfants de sept ans avait bien fait son devoir, et, en plein parlement, le président du Conseil lui adressait ses félicitations.* »

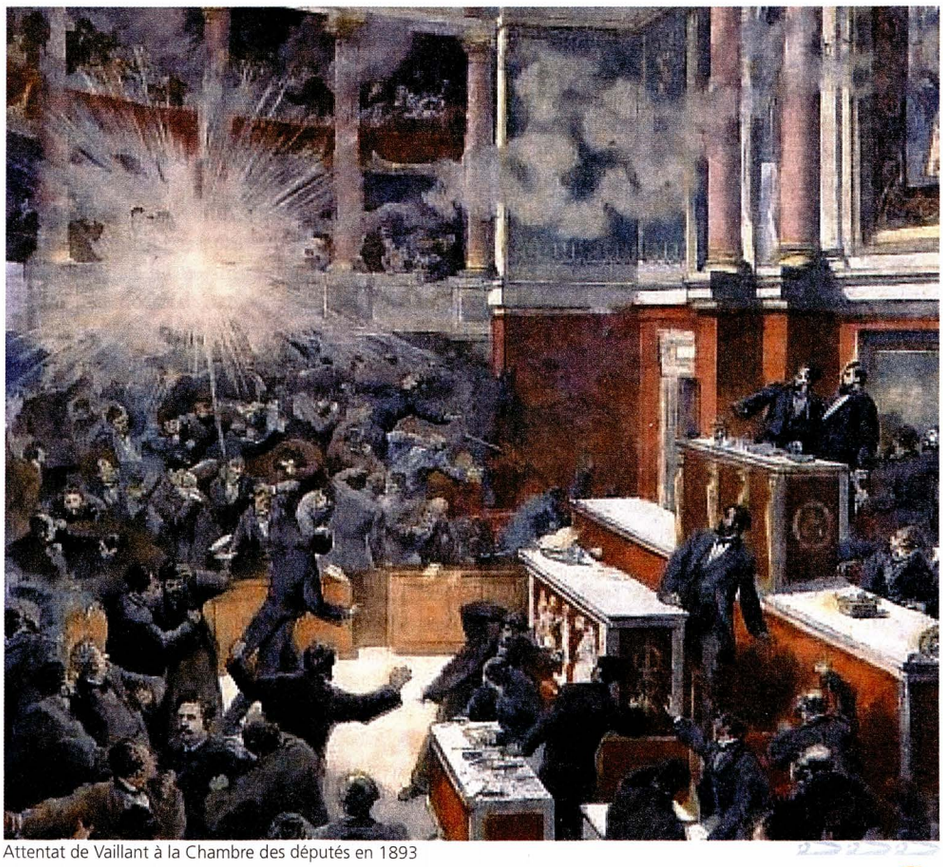
« *Dans cette guerre sans pitié que nous avons déclarée à la bourgeoisie, nous ne demandons aucune pitié. Nous donnons la mort et nous devons la subir. C'est pourquoi j'attends votre verdict avec indifférence. Je sais que ma tête ne sera pas la dernière que vous couperez. Vous ajouterez d'autres noms à la liste sanglante de nos morts. Pendus à Chicago, décapités en Allemagne, garrottés à Xérès, fusillés à Barcelone, guillotinés à Montbrison et à Paris, nos morts sont nombreux ; mais vous n'avez pas pu détruire l'Anarchie. Ses racines sont profondes : elle est née au sein d'une société pourrie qui s'affaisse ; elle est une réaction violente contre l'ordre établi ; elle représente les aspirations d'égalité et de liberté qui viennent battre en brèche l'autoritarisme actuel. Elle est partout. C'est ce qui la rend indomptable, et elle finira par vous vaincre et par vous tuer.* » Émile Henry fut guillotiné le 21 mai 1894 à l'âge de 21 ans. La foule salua le fourgon qui transportait son corps.

Interrogatoire d'Émile Henry

L'attentat de Vaillant

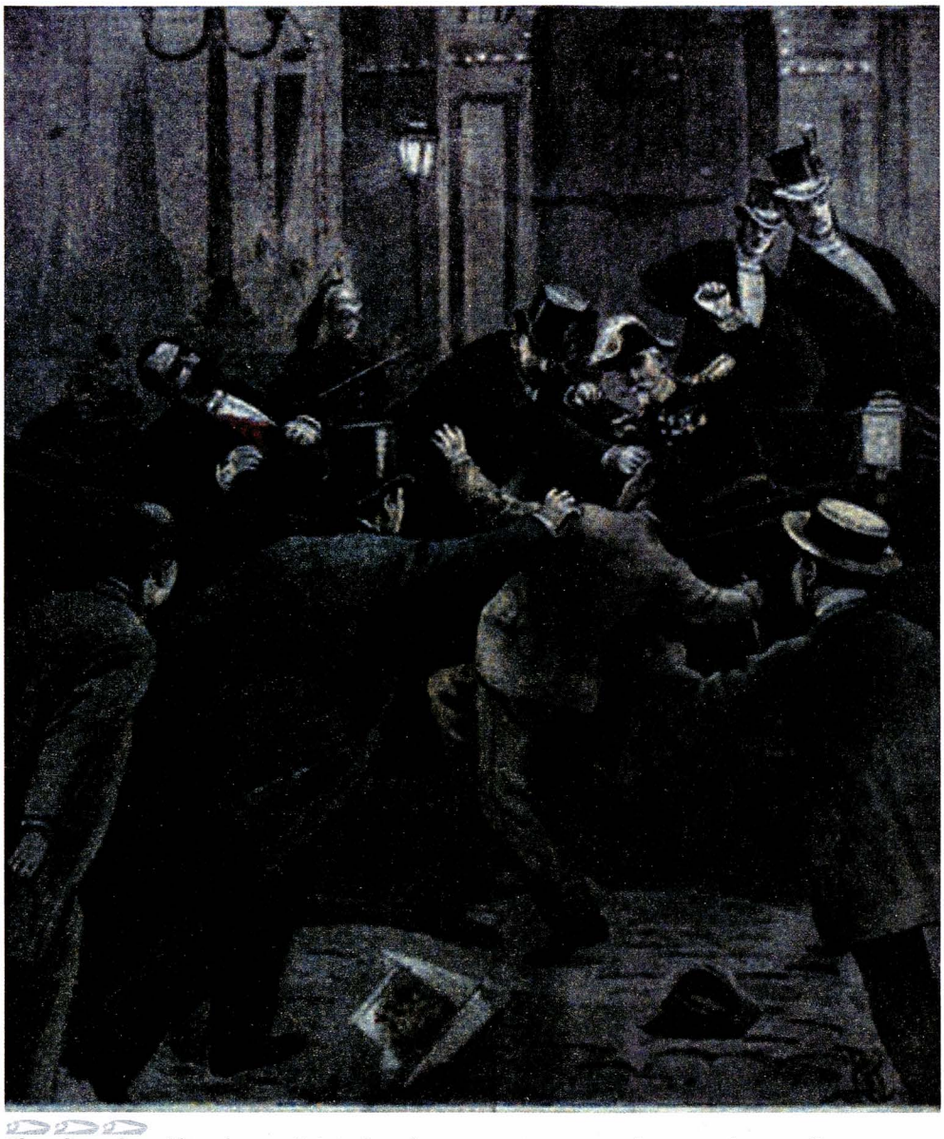
Né dans les Ardennes en 1861, Auguste Vaillant connaît une enfance misérable. À 12 ans, il vit seul à Paris et est condamné plusieurs fois pour avoir pris le train sans billet ou pour avoir mangé dans un restaurant et être parti sans payer. Il est séduit par les milieux anarchistes et commence à fréquenter certains de ses groupes. Il se marie et vit dans le dénuement avec sa femme et leur fille Sidonie, qui sera recueillie plus tard par Sébastien Faure. Après trois ans d'exil en Argentine où il décide de tenter sa chance, il revient en France et renoue alors avec le milieu des « compagnons » anarchistes, de ceux qui préconisent la propagande par le fait. C'est à cette époque que Vaillant décide de venger la mort de Ravachol et de dénoncer la répression du gouvernement de Jean Casimir-Perier contre les activistes anarchistes.

C'est le 9 décembre 1893 vers 16 heures qu'il passe à l'acte. Il lance une bombe d'une grande puissance dans l'hémicycle de la



Attentat de Vaillant à la Chambre des députés en 1893

Assassinat de Sadi Carnot par Caserio en 1894



Chambre des députés au Palais-Bourbon, bombe chargée de clous, de morceaux de zinc et de plomb qui s'abat sur les députés et sur les spectateurs assistant aux délibérations. On compte une cinquantaine de blessées, dont Vaillant lui-même. Arrêté avec vingt autres personnes, il avoue dans la nuit qu'il est l'auteur de l'attentat. Lors de son procès, il fait remarquer que son geste était destiné à blesser et non à tuer, raison pour laquelle il avait rempli sa bombe avec des clous et non avec des balles. Avant le verdict, Vaillant s'exprime devant les jurés : « *Messieurs, dans quelques minutes vous allez me frapper, mais en recevant votre verdict, j'aurai la satisfaction d'avoir blessé la société actuelle, cette société maudite où l'on peut voir un homme dépenser inutilement de quoi nourrir des milliers de familles, société infâme qui permet à quelques individus d'accaparer la richesse sociale. Las de mener cette vie de souffrance et de lâcheté, j'ai porté cette bombe chez ceux qui sont les premiers responsables des souffrances sociales.* »

Auguste Vaillant est condamné à mort, Sadi Carnot refuse d'accorder sa grâce et il est guillotiné le 5 février 1894, à l'âge de 33 ans. Avant l'instant fatal, il crie : « *Vive l'anarchie, ma mort sera vengée.* » Vaillant est la seule personne à avoir été guillotinée sans avoir commis de crime de sang (hormis pendant la Révolution française). Sa mort entraîne la colère des anarchistes.

« Courage, les amis ! Vive l'anarchie ! » (Caserio)

Depuis qu'il a refusé la grâce à Auguste Vaillant, Sadi Carnot est particulièrement haï par les militants anarchistes. Le 24 juin 1894, Sante Geronimo Caserio, anarchiste italien, poignarde mortellement le président Carnot pendant une cérémonie publique à Lyon en le frappant au cœur à l'aide d'un couteau au manche rouge et noir (les couleurs de l'anarchie). Il n'essaye pas de fuir, mais court autour de la voiture du président en criant « *Vive l'anarchie* ». Il passe devant la cour d'assises les 2 et 3 août de la même année. Devant le tribunal qui le condamne à mort, il déclare : « *Eh bien, si les gouvernements emploient contre nous les fusils, les chaînes, les prisons, est-ce que nous devons, nous les anarchistes, qui défendons notre vie, rester enfermés chez nous ? Non. Au contraire, nous répondons aux gouvernements avec la dynamite, la bombe, le stylet, le poignard. En un mot, nous devons faire notre possible pour détruire la bourgeoisie et les gouvernements. Vous qui êtes les représentants de la société bourgeoise, si vous voulez ma tête, prenez-la.* »

Durant son procès, il ne demande pas la pitié du jury. En cellule, pendant qu'il attend l'exécution, il renvoie le curé venu pour le confesser et sur l'échafaud, avant de mourir, il crie une dernière fois : « *Courage, les amis ! Vive l'anarchie !* »

Les lois scélérates

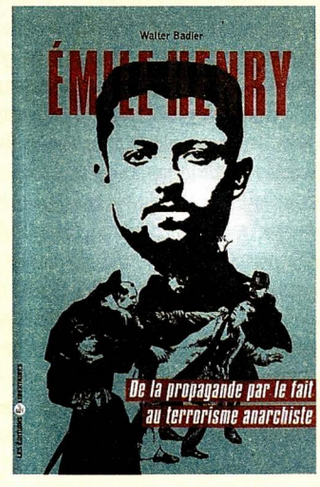
Après la condamnation de Sante Caserio, un anarchiste fut arrêté pour avoir crié sa sympathie envers Caserio dans un local public et un détenu fut violemment frappé pour le même motif. L'assassinat de Sadi Carnot entraîne le vote par l'Assemblée de la troisième des lois dites « scélérates » dont le but est de compléter l'arsenal répressif contre les menées anarchistes.

Pour rappel, la première de cette série de lois est votée le 12 décembre 1893. Elle concerne la sécurité générale et crée de nouveaux délits, dont l'apologie de faits ou apologie de crimes. Cette loi permet aux autorités d'ordonner des arrestations et des saisies préventives. La seconde, datée du 18 décembre 1893, concerne les associations de malfaiteurs. Elle a pour objectif d'autoriser toute poursuite contre des groupes accusés de préparer des attentats. Enfin, la troisième, adoptée le 28 juillet 1894, concerne la liberté de la presse. Elle interdit toute propagande anarchiste et se traduit, notamment, par l'interdiction de tous les journaux libertaires. Ces lois scélérates ne seront abrogées que... le 23 décembre 1992 !

P. S.

Pour en savoir plus sur émile Henry :

Walter Badier, *Émile Henry, de la propagande par le fait au terrorisme anarchiste*, Éditions libertaires, 226 pages, 15 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



Liberté, égalité, sexualités

Pour les personnes handicapées

Avec *Sexe, amour & handicap*, le cinéaste Jean-Michel Carré a réalisé un nouveau film poil à gratter. Un documentaire d'une grande humanité qui sera diffusé sur France 2 le jeudi 24 février, à 22 h 45.

Jean-Michel Carré et les films Grain de sable réalisent des films qu'on prend en pleine tête, en plein cœur aussi. Qu'il s'agisse de parler de l'enfance, des femmes, de prostitution, des prisons, d'alternatives à la psychiatrie, de toxicomanie, de syndicalisme ou de politique internationale, les documentaires de Jean-Michel Carré ne font pas dans le consensus mou. On se souvient de titres comme *Alertez les bébés* (1978), *Votre enfant m'intéresse* (1981), *Femmes de Fleury* (1991), *Galères de femmes* (1993), *Visiblement je vous aime* (1995), *Charbons ardents* (1999), *Koursk, un sous-marin en eaux troubles* (2004), *Le Système Poutine* (2007) et d'un superbe reportage qui a fait couler pas mal de salive, *Les Travailleu(r)ses du sexe et fière(e)s de l'être* (2009)...

Dans *Sexe, amour & handicap*, avec respect et complicité, Jean-Michel Carré parle du désir d'amour, de sensualité et de sexualité des personnes handicapées, hommes et femmes, jeunes et moins jeunes. Atteintes de maladies dégénératives, handicapées moteur ou déficientes intellectuelles, ces personnes sont confrontées tout au long de leur vie à la plus haute des solitudes. Une réalité insupportable quand on songe que certaines personnes n'ont même pas la capacité physique de se masturber... Les coincés qui voudraient réduire ce grave sujet à de la gaudriole seront vite remis à leur place. « *Ce n'est pas une affaire de cul*, clame Marcel Nuss, *fondateur de la coordination Handicap et autonomie. C'est un problème d'humanité. C'est un problème d'humanisation de la personne. C'est un problème de réappropriation de corps qui sont complètement déstructurés.* »

Il est inimaginable que des êtres humains ne puissent jamais connaître le plaisir des corps ni aucun de ces moments libérateurs qui mettent des « *rayons de soleil dans la tête, là où il y avait un trou noir* », comme l'explique un interviewé en fauteuil roulant. Mais la sexualité des personnes handicapées est taboue et réprimée. Les familles, les institutions spécialisées, les administrations, les responsables politiques nient ces besoins vitaux pour tout être vivant.

Au Danemark, en Hollande, en Allemagne, en Suisse allemande et maintenant en France, des personnes valides ont décidé d'aider des personnes handicapées à aimer et à s'aimer à contre-courant. Ainsi, peu à peu, les contours d'un nouveau métier appelé assistant sexuel apparaissent audacieusement. Laissons les esprits pervers assimiler juridiquement cette profession à de la prostitution. « *Nous vivons une époque qui déborde de bons sentiments*, explique Jean-Michel Carré. *On parle beaucoup de liberté sexuelle. On parle beaucoup aussi d'intégration des personnes handicapées. Quand ces deux domaines sont pris séparément, cela marche à peu près. Mais réunis, c'est autre chose... Heureusement, des gens d'une générosité rare, exemplaire, qu'ils soient en situation de handicap ou valides, se battent pour faire respecter un des droits essentiels des êtres humains.* »

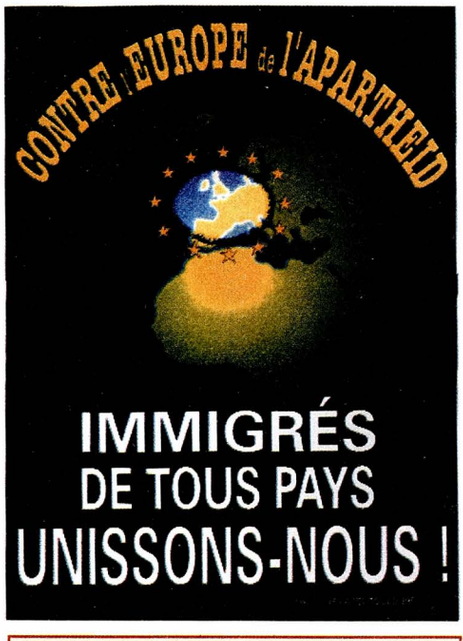
Sexe, amour & handicap donne la parole aux adultes touchés par un handicap (physique, mental, sensoriel, psychique, relationnel), à des couples que les prétendus bien-pensants catalogueront de « hors-normes », et à de belles personnes qui œuvrent pour le bien-être intime et sexuel de toutes et de tous sans discrimination. Nous entendons la sexopédagogue suisse Catherine Agthe et la sexologue Sheila Warembourg. Nous entendons des assistants sexuels parler de leur formation et de leur pratique (parfois bénévole) par le biais de massages, du naturisme... Nous entendons un couple « mixte » qui expose sans tabou son intimité sur un blog. Nous entendons les représentants d'associations (Choisir sa vie, Sexualité handicaps pluriels) qui militent pour la reconnaissance des assistants sexuels. Des témoignages poignants que l'on écoute entre émotion et colère, et parfois avec le sourire parce que, *a priori*, « *la sexualité est quelque chose de fun* », comme le rappelle un relaxologue.

Paco

Sexe, amour & handicap, un film de Jean-Michel Carré (70 mn) produit par les Films Grain de Sable avec la participation de France Télévisions.

Affiches contre ?

Les murs contestent graphiquement



Affiches contre... de 68 à nos jours. Histoire des affiches réalisées par l'AAEL et la scop Imprimerie 34, Association pour l'art et l'expression libre, 2010, 288 pages.

Dans un numéro du *Monde libertaire* consacré à un retour sur les luttes sociales, il n'est pas anormal de trouver une incitation à lire un ouvrage consacré à l'histoire des murs de Toulouse.

« *Les murs n'appartiennent pas aux propriétaires qui les détiennent, mais à ceux qui les regardent !* » C'est certainement en pensant à cette maxime qu'un groupe de copains et copines ont commencé en mai 1968 à coller des affiches, des journaux muraux et autres outils de propagande visuels. Aujourd'hui encore, si vous passez par la ville rose, vous y trouverez ces apostrophes, ces cris (certes muets) qui racontent l'histoire qui aime la castagne.

Affiche contre... (c'est le titre du livre) : les bureaucrates qui enterrèrent l'année 1968, le franquisme et leurs complices français, l'injustice, le nucléaire, les militaristes, les politiciens qui confisquent la vie de la cité, les cléricaux, etc. Attention, restreindre ce travail de réhabilitation à un catalogue anti-tout serait une grave erreur. D'abord parce que les textes d'époque et de contextualisation occupent une part importante des 280 pages de cet ouvrage, et surtout parce que ce titre est un « trompe-l'œil ».

En effet, nos camarades de l'AAEL (Association pour l'art et l'expression libres) ont passé plus de temps et d'énergie à construire une alternative en acte au capitalisme : une maison d'édition, une imprimerie coopérative, des journaux comme *Basta !* Ce livre est donc d'abord un appel à destination des jeunes générations : *Yes you can !* S'il est nécessaire de combattre toutes les tares de notre société, il est surtout urgent d'agir « ici et maintenant » pour favoriser l'individu, pour élever le niveau de conscience des passants qui, au hasard de leur promenade, découvre les affiches.

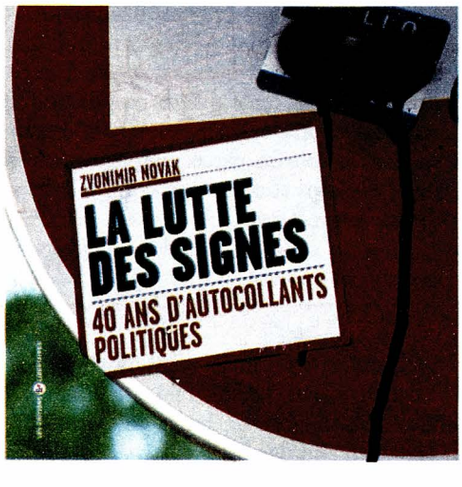
Le plus stimulant est de constater qu'au cours de ces quarante dernières années, jamais ils n'ont considéré leurs lecteurs avec l'arrogance de ceux qui croient détenir la vérité. Non, leur objectif est plutôt à chaque fois qu'ils éditent une nouvelle affiche, de faire penser avec les yeux, d'éveiller les consciences.

Notre pire ennemi à tous, c'est la résignation... même quand les temps semblent durs.

Wally Rosell

La lutte des signes

Exposition sur un siècle d'autocollants politiques



Avec environ 600 « objets », Zvonimir Novak et Wally Rosell proposent de restituer un siècle de vignettes, papillons, autocollants qui ont décoré les murs de nos villes et de nos campagnes.

L'exposition (voir agenda, page 23), bâtie autour du livre *La Lutte des signes*, vous embarque pour un tour du monde discret, mais captivant, de l'autocollant politique. Celui des grandes organisations, conçu et fabriqué par les directions centrales, mais surtout celui issu de ces myriades de collectifs, de groupes locaux qui donnent une visibilité à la vie citoyenne de nos villes et nos campagnes. Véritables boutons de fièvre d'une activité de fourmis d'où sortent des « objets graphiques » de qualité très inégale. Tant d'individus, non prédestinés à jouer les artistes, se révèlent faiseurs d'images. Le créateur de signes est donc un artiste populaire. On peut aller plus loin en affirmant que l'autocollant politique ou social est un élément de la culture populaire, une culture de masse, faite par et pour le plus grand nombre.

Pour connaître la situation sociale d'un quartier, d'une ville, d'un pays, il suffit, paraît-il, de regarder ce que racontent ses murs. Nous vous proposons une balade de cent ans sur les murs des villes et des campagnes françaises.

Bienvenue dans le monde de la lutte... des signes.

Zvonimir Novak et Wally Rosell

Attention, cocktail subversif !

Les fables d'Ésope illustrées par Laurent Melon

À VRAI DIRE, j'étais sceptique quand Laurent Melon m'apporta ses fables d'Ésope illustrées par lui-même. Je savais d'Ésope, ce Grec ancien, qu'il était l'inventeur de la fable et que Jean de la Fontaine lui rendit hommage. Je redoutais de replonger dans un manuel scolaire…

En parcourant le livre illustré par Laurent Melon, je fus immédiatement séduit. À chaque page tournée, c'est un jaillissement de mots et d'images. Les fables d'Ésope, qui prennent parti pour les faibles et les exploités, rencontrent le dessin de Laurent Melon et c'est à chaque fois un cocktail jouissif et subversif. C'est donc avec plaisir que la Librairie du Monde libertaire vous invite à rencontrer Laurent Melon, le samedi 26 février à 16 heures. Vous pourrez y voir un film de Laurent Melon et goûter d'autres plaisirs (surprise…).

Évidemment, ce livre est disponible à la Librairie du Monde libertaire, au 145, rue Amelot, dans le XIe arrondissement de Paris, pour la modique somme de 20 euros.

Laurent
Librairie du Monde libertaire

L'âne qui porte une idole

Un âne chargé d'une Idole passait au travers d'une foule d'Hommes ; et ceux-ci se prosternèrent à grande hâte devant l'effigie du dieu qu'ils adoraient. Cependant l'âne, qui s'attribuait ces honneurs, marchait en se carrant, d'un pas grave, levait la tête et dressait ses oreilles tant qu'il pouvait. Quelqu'un s'en aperçut, et lui cria : « *Maître Baudet, qui croyez ici mériter nos hommages, attendez qu'on vous ait déchargé de l'Idole que vous portez, et le bâton vous fera connaître si c'est vous ou lui que nous honorons.* »

Radio libertaire

Jeudi 24 février

Chronique hebdo (8 heures) Commentaires anarchistes de l'actualité. Anne-Sophie Chambost viendra parler de la vie de Proudhon et de sa réflexion sur la peine et la sanction.

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste.

Les enfants de Stonewall « Sida bla bla » (19h30) Émission d'Act Up Paris.

Entre chiens et loups (20h30) Anartistes.

Vendredi 25 février

L'écho des cabanes (11 heures) Émission sur les familles de détenus.

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

Radio espéranto (17h30) Défense et promotion de la langue espéranto.

L'invité du vendredi « Trait d'union » (19 heures) Le mouvement des idées.

Bol d'art (22h30) Une improvisation sur les possibles à vivre.

Samedi 26 février

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures)

Chronique syndicale (11h30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13h30) « *Traversée interdite. Les harragas face à l'Europe forteresse* » de Virginie Lydie (Passager clandestin).

Bulles noires (17 heures) Rencontres avec des professionnels de l'animation.

Longtemps, je me suis couché de bonne heure (19h) Table ronde critique autour du palmarès de la 36e cérémonie des César.

Dimanche 27 février

Goloss trouda, la voix du travail (8 heures)

Tempête sur les planches (14 heures) Théâtre: le Festival au féminin à la Goutte d'Or aura lieu du 1er au 8 mars, avec Lætitia Guédon, metteur en scène et directrice artistique du festival.

La Plume noire (15h30) Nouveautés éditoriales anarchistes.

Il y a de la fumée dans le poste (18h30) L'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Rudies back in town (22 heures) Approche sociopolitique du mouvement skinhead international.

Lundi 28 février

Les Enfants de Cayenne (9 heures) Deux heures de pure politique, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 heures) Mohamed, anarchiste d'origine tunisienne, évoque comment l'irruption du peuple tunisien sur la scène sociale a été précédée par de nombreuses luttes, souvent passées sous silence par les me(r)dias.

De la pente du Carmel, la vue est magnifique (22h30)

Mardi 1er mars

Artracaille (11 heures) Art en marge.

L'idée anarchiste (14h30) Réflexion sur l'anarchisme.

Un peu d'air frais (16 heures) L'atelier des anarchies sonores.

Idéaux et débats (18 heures) « *Tout homme est un oignon. Tu le pèles, tu le pèles, et à la fin il n'en reste plus rien, juste des larmes.* » Entretien avec Gérard Guégan pour « *Fontenoy ne viendra plus* » chez Stock.

Paroles d'associations (19h30) Les Beaux Esprits avec Florent Nouvel et aussi Martial Bort (guitariste) et Bruno Barrier (responsable artistique de l'association).

Radio Libertaria (20h30) La Poste. Actualités militantes.

Nuit Gainsbourg - Chansons pour tézigue (0h30) Soixante morceaux inédits en compagnie d'invités qui ont côtoyé Serge Gainsbourg, ont été inspirés par son talent. Voir agenda.

Mercredi 2 mars

L'Entonnoir (9h30) Antipsychiatrie.

Blues en liberté (10h30) John Lee Hooker, le boogy boogy man.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures) Littérature et cinéma.

Kontroverss (17 heures) Hip-hop.

Femmes libres (18h30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20h30) Émission des prisonniers.

Les Rendez-Vous Soniques (0h30) Live avec le groupe Soul like breeze.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Mardi 2 mars

Radio libertaire

0h30. « Nuit Gainbourg, chansons pour tézigue ». En direct sur Radio libertaire le 2 mars 2011, de 00h30 au petit matin du mercredi, avec Lise Lévitzky, première épouse de Serge Gainsbourg, Hubert-Félix Thiéfaine en interview spéciale, Jacques Ansan, réalisateur ORTF de la BD animée *Marie Mathématique (1965-1966)*, Brigitte Fontaine et Benoît Mouchart, directeur artistique du Festival d'Angoulême… et des surprises *ad hoc*! Émission conçue et animée par Nathalie McGrath et Jean-Gabriel Le Nouvel.

Jeudi 24 février

Saint-Imier (Suisse)

20 heures. Conférence-débat avec Thierry Périssé et Fred Morisse sur La littérature prolétarienne à Espace, 39, rue Francillon. Ils présenteront aussi leurs derniers ouvrages.

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Rencontre-débat avec Bertrand Rothé à la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste. Un siècle après *La Guerre des boutons*, que deviendraient Lebrac, Camus, La Crique, Grangibus et les autres? C'est à cet étonnant exercice que s'est livré l'auteur de *Lebrac, trois mois de prison* (éditions Le Seuil, 2009). Une magistrat participera au débat. Table de presse. Apéro dînatoire. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: 03 23 80 17 09 ou kropotkine02@no-log.org

Vendredi 25 février

Besançon (25)

20h30. Conférence-débat avec Thierry Périssé et Fred Morisse sur La littérature prolétarienne à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Ils présenteront aussi leurs derniers ouvrages.

Figeac (46)

20h30. L'assemblée populaire, un moyen d'auto-organisation pour le contrôle de nos luttes avec bien sûr l'éclairage nouveau des mouvements populaires de Tunisie et d'Égypte. Salle Roger-Laval, ancien CES, 2, rue Victor-Delbos. CNT-AIT Quercy Rouergue. Contacts: figeac@cntaittoulouse.lautre.net figeac@federation-anarchiste. org

Samedi 26 février

Besançon (25)

19 heures. Soirée Solidaires avec les syndicats Sud, la librairie L'Autodidacte et les Enfants du Titanic contre la casse du système de retraite. Spectacle, concert et discussions. Entrée 5 euros, 3 euros.

Paris XIe

15 heures. Dans le cadre de la Semaine anticoloniale organisée par l'association Survie, manifestation « Sortir du Colonialisme ». Départ: place de la République. Infos: www.anticolonial.net

Paris XIe

16h30. Rencontre avec Laurent Melon pour son livre *Esope*. Illustrations de Laurent Melon. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Mo: République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Dimanche 27 février

Paris XIe

17heures. Soirée de solidarité avec les victimes de la répression du mouvement social Mapuche (Chili). Projection, infos et rencontre avec le Comité de soutien aux indiens des Amériques-Nitassinan. Musique avec the Angry Cats (rock'n'billy, Paris), 20 Minutes de Chaos (anarchopunk, hardcore, Dijon), Collectif Mary Read (anarcho-hip-hop, Saint-Etienne). Au CICP, 21 ter, rue Voltaire. PAF: 5 euros.

Samedi 5 mars

Troyes (10)

18heures. Conférence de l'UP3: Le sport à l'ère des stades avec Marc Perelman. À la Ligue de l'enseignement de l'Aube, 8, rue de la Mission. Entrée libre. Contact: up.troyes@orange.fr

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial. Que penser de la montée des nationalismes? Table de presse de Matérial. Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Paris XIe

16h30. À l'occasion de la sortie de *L'homme à la carabine* (Gallimard, février 2011), évoquant André Soudy, l'un des protagonistes de la Bande à Bonnot, Patrick Pécherot sera l'invité de la Librairie du Monde libertaire. Rendez-vous à La Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Paris XVIIIe

15h30. Belleville du XIXe à aujourd'hui — ou l'évolution d'un quartier parisien à travers ses cafés. Débat autour du livre *Belleville cafés* (éditions de l'Échappée) en compagnie des auteurs: Anne Steiner (pour le texte) et Sylvaine Conord (pour les photographies). Bibliothèque La Rue: 10, rue Robert Planquette. Mo: Blanche ou Abbesses Tél.: 01 42 23 32 18, et sur le web: bibliotheque-larue. over-blog. com

Jeudi 17 mars

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Rencontre-débat sur l'espéranto à la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste. « L'espéranto qu'est-ce que c'est? » Guy Cavalier de Sat-Amikaro viendra nous entretenir de cette langue a-nationale. Table de presse. Apéro dînatoire. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: 03 23 80 17 09 ou kropotkine02@no-log.org

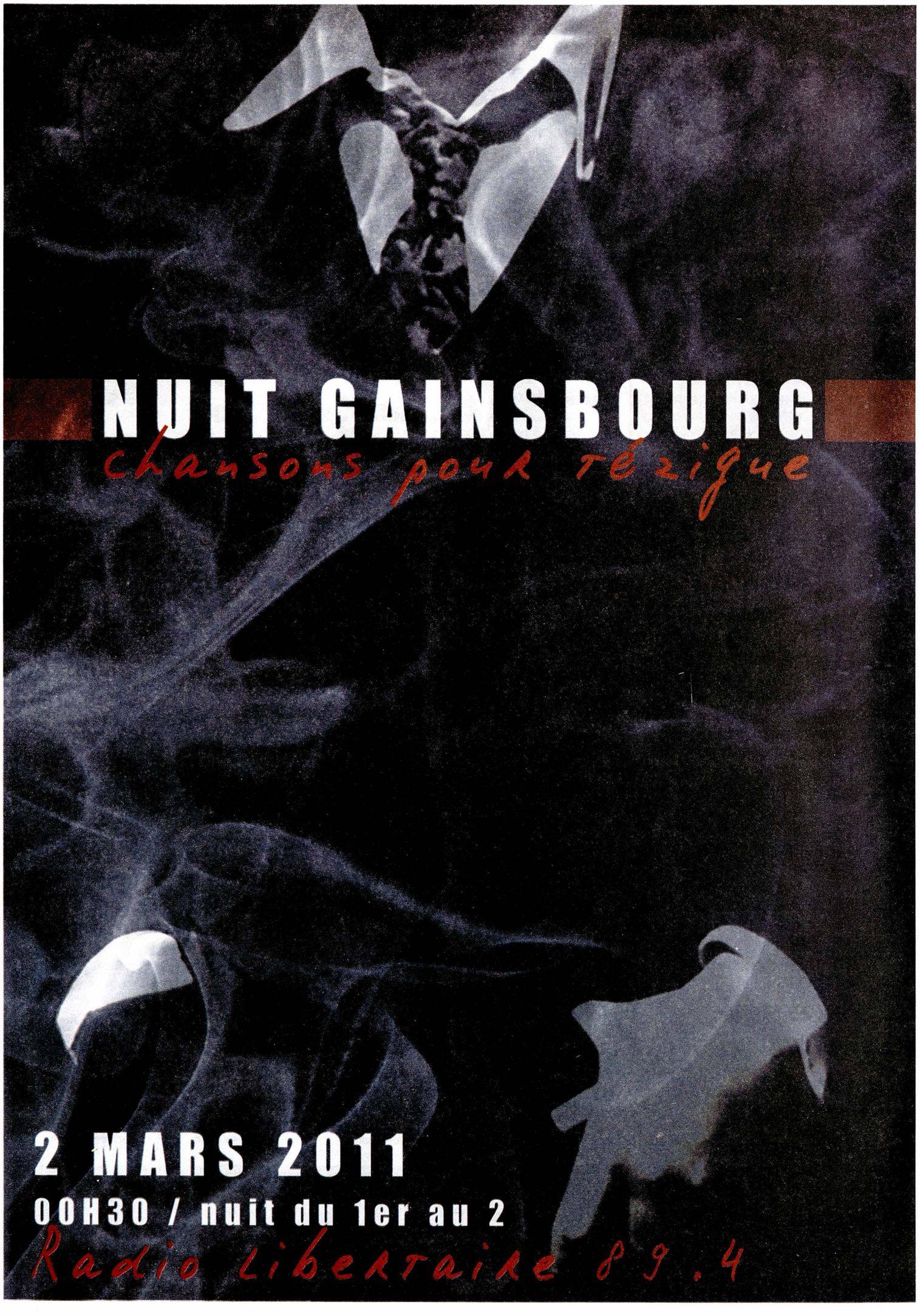
Samedi 12 mars

Rouen (76)

15 heures. Débat avec Mohamed (Groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste) sur la situation en Tunisie. Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Marseille (13)

17 heures. Causerie animée par Eric Lemaire et Thierry Périssé. La littérature prolétarienne contemporaine, au Cira, 3, rue Saint-Dominique.


NUIT GAINSBOURG
chansons pour rézigue
2 MARS 2011
00H30 / nuit du 1er au 2
Radio Libertaire 89.4